



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

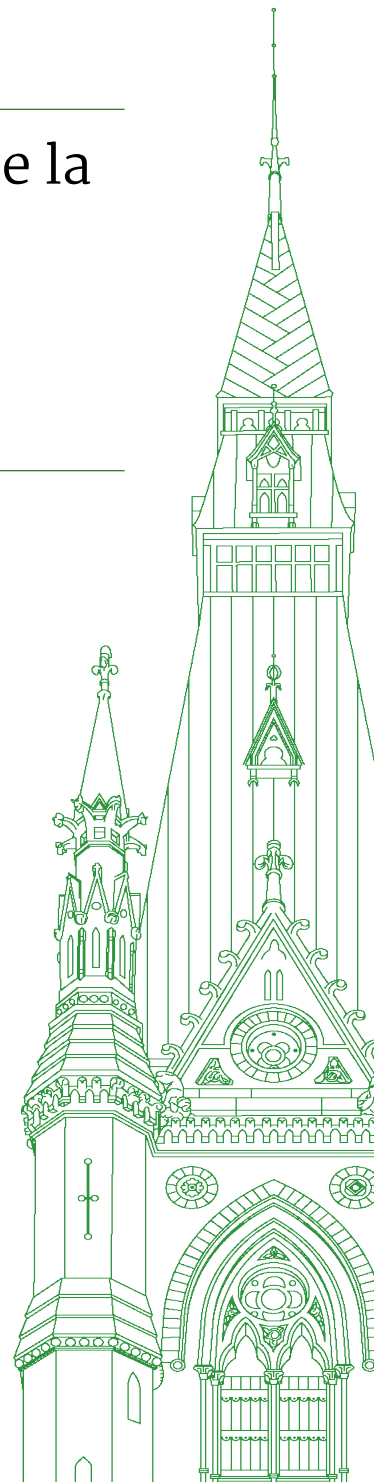
Comité permanent de l'industrie et de la technologie

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 016

Le lundi 24 novembre 2025

Président : Ben Carr



Comité permanent de l'industrie et de la technologie

Le lundi 24 novembre 2025

• (1100)

[Traduction]

Le président (Ben Carr (Winnipeg-Centre-Sud, Lib.)): Bonjour à tous.

[Français]

Bonjour à tous. J'espère que vous avez eu une belle fin de semaine.

[Traduction]

Notre étude sur la productivité tire à sa fin, mais il nous reste encore quelques réunions. Nous avons deux témoins ici à Ottawa avec nous et un qui se joint à nous en ligne.

Je tiens brièvement à rappeler aux témoins dans la salle que si votre casque d'écoute est branché mais n'est pas sur vos oreilles, veuillez le placer sur l'autocollant devant vous pour protéger la santé et le bien-être des interprètes.

[Français]

J'aimerais rappeler que tous les témoins ont effectué les tests de connexion requis avant la réunion.

[Traduction]

Comme je l'ai mentionné, nous avons trois témoins avec nous. Nous accueillons, du Centre d'étude des niveaux de vie, Stephen Tapp, directeur général, de Danby, Jim Estill, directeur général, par vidéoconférence, et d'Universités Canada, Gabriel Miller, président-directeur général.

Chers témoins, vous disposerez d'au plus cinq minutes pour faire votre déclaration liminaire. J'ai tendance à être un peu généreux, mais si vous me voyez agiter frénétiquement la main, c'est que vous arrivez à la fin de votre temps de parole et je vous demanderai de conclure.

Sur ce, monsieur Estill, je crois que je vais vous demander de faire votre déclaration en premier. Vous disposez de cinq minutes, à partir de maintenant. La parole est à vous.

Jim Estill (directeur général, Danby): Parfait. Merci.

Je suis Jim Estill. Je suis un entrepreneur, un fondateur, un philanthrope et un fier Canadien. Je suis le propriétaire de Danby Appliances, d'Arctic Snowplows et de Valcom, et j'ai des investissements dans de nombreuses autres entreprises canadiennes. Danby exerce ses activités aux États-Unis et au Canada, mais nous sommes une entreprise canadienne.

J'ai démarré ma première entreprise en vendant des produits technologiques depuis le coffre de ma voiture. J'ai fait fructifier l'entreprise jusqu'à atteindre un chiffre d'affaires de 2 milliards de dollars. En créant cette entreprise, j'ai investi dans plus de

150 jeunes entreprises technologiques, que j'ai conseillées et encadrées. La plus célèbre d'entre elles est BlackBerry, dont j'ai été l'un des membres fondateurs du conseil d'administration. J'ai siégé à ce conseil pendant 13 ans. J'ai également été cofondateur de Communitex, un carrefour technologique florissant à Waterloo. Je faisais partie du conseil d'administration d'OMERS Ventures lorsque nous avons investi dans Shopify.

J'ai reçu l'Ordre de l'Ontario, l'Ordre du Canada et le prix de l'entrepreneur de l'année décerné par EY. Je suis titulaire de diplômes honorifiques de l'Université de Waterloo, de l'Université de Guelph et du Collège Humber. Ma famille et moi avons eu la chance de donner plus de 10 millions de dollars à de nombreuses œuvres de bienfaisance au Canada. Nous avons ouvert une banque de meubles à Guelph qui est venue en aide à plus de 300 familles en leur fournissant des meubles et des articles ménagers, et qui a permis de détourner des tonnes de déchets de la décharge locale. Nous avons aussi parrainé et aidé plus d'un millier de réfugiés et de nouveaux arrivants à s'installer au Canada.

J'ai dû dire tout cela, car mon personnel m'a dit que je devais le faire. Maintenant que c'est fait, permettez-moi de dire que c'est un honneur d'avoir l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

Le gouvernement mesure la productivité en dollars, et c'est vraiment la seule façon de le faire. Le problème est que cela revient souvent à comparer des pommes et des oranges. Par exemple, si l'entreprise Apple utilise 5 000 \$ en pièces et 200 heures de main-d'œuvre pour fabriquer des iPhone d'une valeur de 50 000 \$, elle est considérée comme beaucoup plus productive qu'Arctic Snowplows qui utilise 5 000 \$ en pièces et 200 heures de main-d'œuvre pour vendre une déneigeuse de 10 000 \$. De même, si Whirlpool ou Samsung achètent un réfrigérateur de 200 \$ et y consacrent deux heures de travail pour le vendre 500 \$, elles sont plus productives que Danby qui achète le même réfrigérateur à 200 \$ et y consacre deux heures de travail et le vend 350 \$. Ce que je veux faire valoir, c'est que l'image de marque crée de la productivité. Si une entreprise comme Danby a un coût du capital plus élevé que Samsung, ce coût plus élevé signifie que Danby est moins productive.

Une partie de la productivité est externe. Par exemple, si le prix du pétrole augmente de 10 \$ le baril, cela augmente la productivité horaire, telle que mesurée par le gouvernement, même si le travailleur de l'industrie pétrolière produit le même nombre de barils de pétrole. Quand les gens pensent à la productivité, ils ont tendance à penser aux robots de soudage, à l'intelligence artificielle, aux convoyeurs et aux balayeurs robotisés notamment, mais la productivité est bien plus que cela.

Cela dit, je pense que l'amortissement accéléré des éléments pré-cisément liés à la productivité est tout à fait justifié. Il n'entraîne que de modestes coûts pour le gouvernement.

Je me posais la question suivante: pourquoi les entreprises n'investissent-elles pas dans ces éléments s'ils permettent de réaliser des économies? L'une des raisons est peut-être le capital. J'essaie toujours de trouver une solution avantageuse pour tout le monde. Je sais d'où vient l'argent. S'il vient du gouvernement, il ne tombe pas du ciel. C'est nous tous qui payons. Le coût d'accès au capital du gouvernement est beaucoup plus faible que pour les entreprises. Si un gouvernement décidait de permettre aux entreprises de reporter le paiement de la TVH pendant six mois, il pourrait même imposer un taux d'intérêt de 3 %, ce qui signifie que le gouvernement ne deviendrait pas créancier et que les entreprises réaliseraient des économies de 5 à 8 % chaque année, selon leur coût d'emprunt.

Je suis un entrepreneur et un capitaliste. Je ne crois pas que le gouvernement devrait soutenir les entreprises, mais si vous offrez des soutiens, assurez-vous au moins qu'ils soient répartis équitablement. Les subventions actuelles sont destinées aux entreprises en démarrage et aux grandes entreprises qui ont de bons groupes de pression. Lorsque vous octroyez des subventions gouvernementales au secteur de l'automobile, vous rendez une entreprise comme Danby moins productive, car vous nous prenez de l'argent. C'est la même histoire lorsque vous construisez un oléoduc. Vous retirez de l'argent de l'économie, ce qui rend les entreprises moins efficaces. Tout nouveau programme gouvernemental ajoutera à l'inefficacité du Canada.

Il pourrait être plus efficace de simplement élargir certains des programmes qui sont actuellement en place. Par exemple, la RS&DE devrait et pourrait être appliquée à la formation sur l'IA et à la mise en œuvre de l'IA dans les entreprises. Comme pour toutes les initiatives de RS&DE, si l'entreprise utilise des intrants canadiens, ces intrants sont admissibles aux subventions pour la RS&DE, ce qui aurait une double incidence. J'aime quand on crée une double incidence. Si le gouvernement doit dépenser de l'argent, autant qu'il achète au Canada et paie une petite prime. Je suis un contribuable, alors je veux qu'il y ait une petite prime. Elle se répercuterait sur l'emploi et la prospérité, ce qui signifie une augmentation des recettes fiscales.

• (1105)

Cela dit, nous devons faire preuve de prudence et éviter d'annoncer ou de changer des mesures de manière trop radicale afin que le gouvernement américain ne cesse d'acheter des entreprises canadiennes. Les municipalités pourraient vraisemblablement faire plus pour acheter au Canada sans attirer l'attention des États-Unis. Le problème, c'est que les municipalités n'ont pas d'argent. Il serait peut-être bon que le Canada offre une petite subvention pour les aider en ce sens.

Le Canada n'a pas besoin de plus de programmes. Il doit mieux comprendre et exécuter ce qui fonctionne. La productivité ne se résume pas aux machines. Il faut créer des conditions où les entreprises peuvent prospérer, innover et soutenir la concurrence mondiale. Si nous faisons bien les choses, nous ne ferons pas que stimuler la productivité, nous bâtirons également un Canada plus fort et plus résilient.

Merci. Voilà qui conclut ma déclaration liminaire.

Le président: Je vous remercie, monsieur Estill.

Monsieur Miller, la parole est à vous pour au plus cinq minutes.

[Français]

Gabriel Miller (président-directeur général, Universités Canada): Bonjour, mesdames et messieurs les membres du Comité.

Je m'appelle Gabriel Miller et je suis le président-directeur général d'Universités Canada.

Je vous remercie de m'avoir invité à témoigner aujourd'hui sur un sujet aussi crucial pour l'avenir économique du pays, à savoir la productivité et la compétitivité du Canada.

Universités Canada représente 97 établissements de toutes tailles: des universités à forte intensité de recherche, des établissements régionaux polyvalents et de plus petits établissements spécialisés. Ensemble, ils forment un écosystème de recherche dynamique et essentiel à la prospérité du pays.

• (1110)

[Traduction]

La capacité du Canada de relever ses plus grands défis — l'abordabilité, le logement, les soins de santé, la productivité et la croissance économique à long terme — dépend de ses universités. Les universités sont les piliers de leur communauté, contribuant 48,7 milliards de dollars à l'activité économique chaque année et créant plus de 440 000 emplois. Elles apportent également les connaissances et les talents qui stimulent l'économie canadienne, ce qui est crucial.

Une éducation universitaire offre des salaires plus élevés, une plus grande sécurité d'emploi et une participation accrue au marché du travail. Elle apporte aussi les talents qui font fonctionner nos hôpitaux, nos salles de classe, nos établissements de recherche et nos industries au quotidien.

Les universités canadiennes forment 1,4 million d'étudiants chaque année — la prochaine génération d'innovateurs, d'entrepreneurs et de chefs de file. Les universités ont contribué à bâtir ce pays et sont indispensables pour assurer un avenir prospère. La prospérité et la productivité vont de pair, comme vous le savez tous, et dépendent d'une main-d'œuvre hautement qualifiée.

À l'heure actuelle, près de la moitié des étudiants de premier cycle au Canada participent à des programmes d'apprentissage intégré au travail, ce qui leur permet d'acquérir l'expérience qui correspond aux compétences recherchées par les employeurs. Partout au pays, nos universités travaillent en collaboration avec l'industrie pour résoudre les véritables problèmes. Ils transforment la recherche en résultats, en nouvelles technologies, en entreprise et en solutions pour les Canadiens.

Les recherches universitaires constituent l'un des plus puissants moteurs de croissance du Canada. Nos établissements réalisent plus d'un tiers de toute la R-D au Canada, ce qui permet de faire des découvertes, d'attirer des investissements et de renforcer la concurrence. Ces résultats sont obtenus lorsque le milieu de la recherche rencontre l'industrie et les communautés. Avec les technologies émergentes, que ce soit l'IA, l'informatique quantique ou les technologies propres, la demande de talents dans le secteur de la recherche ne fera qu'augmenter.

Toutefois, de nombreux établissements ne disposent tout simplement pas des ressources nécessaires pour commercialiser les découvertes qu'elles font en laboratoire ou pour conserver la propriété intellectuelle et ses avantages économiques ici au Canada. Ce problème ne concerne pas uniquement les universités. Les petites et moyennes entreprises sont confrontées à des défis semblables. Elles représentent 96 % du secteur privé au Canada, mais ne disposent pas des ressources nécessaires pour adopter de nouvelles technologies ou aller de l'avant avec leurs propres stratégies en matière de propriété intellectuelle. Le résultat est prévisible. Nous perdons une propriété intellectuelle précieuse et les possibilités économiques qu'elle devrait créer.

En nouant des partenariats plus solides entre le gouvernement, les universités et l'industrie, et en offrant du soutien ciblé en matière de protection et de commercialisation de la propriété intellectuelle, le Canada peut conserver davantage de ses innovations sur son territoire.

Permettez-moi de conclure avec les trois recommandations suivantes.

Premièrement, faites participer directement les universités dans les projets d'intérêt national d'envergure. Des initiatives comme BOREALIS et la Stratégie industrielle de défense ont du potentiel. Une participation importante tout au long de ces projets et dans tous les efforts d'intérêt national d'envergure renforcera notre bassin de talents et contribuera à développer les technologies canadiennes.

Deuxièmement, établissez des partenariats avec les universités pour faire progresser les avancées et l'adoption de l'IA. L'intelligence artificielle peut améliorer substantiellement la productivité dans l'ensemble de l'économie. Les universités aident déjà les entreprises à intégrer des outils d'intelligence artificielle par l'entremise de formation, de mentorat et de recherche appliquée. Grâce à des investissements fédéraux, ces efforts pourraient s'étendre partout au pays et aider les entreprises à adopter plus rapidement les technologies émergentes.

Troisièmement, enfin, renforcez le transfert technologique universitaire et accélérez la construction de nos infrastructures. Du soutien ciblé destiné aux bureaux de transfert technologique, aux incubateurs et aux accélérateurs contribuera à transformer la recherche canadienne en entreprise, en emploi et en croissance économique au Canada.

Il faudra de nombreuses solutions pour régler les défis liés à la commercialisation et à la productivité au Canada, mais ces étapes peuvent avoir une grande incidence rapidement.

[Français]

Je vous remercie de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

Je suis prêt à répondre à vos questions.

[Traduction]

Le président: Je vous remercie, monsieur Miller.

Monsieur Tapp, la parole est à vous.

Stephen Tapp (directeur général, Centre d'étude des niveaux de vie): Merci, monsieur le président et mesdames et messieurs les membres du Comité, de me donner l'occasion de comparaître aujourd'hui.

Je suis Stephen Tapp. Je suis le directeur général du Centre d'étude des niveaux de vie. Le CENV est un organisme de recherche à but non lucratif canadien qui a été fondé en 1995.

La productivité du Canada est une préoccupation de longue date, mais il est largement reconnu que nous sommes confrontés à une urgence en matière de productivité. Au cours des 50 dernières années, notre croissance de la productivité du travail a considérablement ralenti. Pendant la période de l'après-guerre, notre productivité a augmenté de près de 4 % par année. Depuis 2000, elle augmente de moins de 1 % par an. Pour mettre ce changement en perspective, avant le ralentissement, la productivité a doublé en 19 ans — aujourd'hui, il faut environ 90 ans. Cela signifie que les progrès économiques dont chaque génération bénéficiait auparavant prennent désormais plus de temps que la durée de vie de la plupart des gens. Si nous ne renversons pas ces tendances, la croissance et le niveau de vie demeureront trop faibles, et il sera plus difficile de financer les services publics essentiels dont dépendent les Canadiens.

Dans les recherches menées au CENV, qui faisaient partie d'une collaboration internationale dirigée par la Productivity Institute du Royaume-Uni, Andrew Sharpe et moi avons examiné la productivité historique du Canada. Bien que la situation soit loin d'être parfaite, nous avons constaté que les gouvernements canadiens ont généralement adopté de nombreuses politiques pour favoriser la productivité au fil des ans, que ce soit de libéraliser le commerce, cibler l'inflation, moderniser la fiscalité et investir dans le capital humain. Malgré ces mesures, la croissance de la productivité a stagné au Canada et dans la plupart des économies avancées. Pourquoi?

De nombreux facteurs expliquent le ralentissement, notamment la petite taille du marché canadien qui représente une part de plus en plus réduite de l'activité économique mondiale. La plupart de nos entreprises sont petites et connaissent peu de succès pour prendre de l'expansion. Les pressions concurrentielles et le dynamisme des entreprises se sont affaiblis au cours des dernières décennies. La réglementation a augmenté, devenant plus complexe et plus coûteuse. Notre position commerciale sur la scène internationale était déjà en retard bien avant le récent protectionnisme américain.

Au final, nous pensons que les principaux facteurs qui ont mené à la faible productivité du Canada sont la lenteur des progrès technologiques et la faiblesse chronique des investissements des entreprises. Il est encourageant de voir que le budget de 2025 vise à augmenter les investissements, car nous pensons qu'il cerne correctement un élément clé du problème.

Cela dit, nous devons reconnaître que l'économie du Canada traverse actuellement la période la plus difficile qu'elle ait connue depuis des décennies. Les droits de douane et les menaces des États-Unis ont créé un énorme climat d'incertitude, et l'Accord Canada-États-Unis-Mexique sera bientôt soumis à des pressions existentielles dans le cadre de l'examen de 2026. Cela rend les efforts pour stimuler l'investissement d'autant plus importants, mais aussi plus difficiles.

Compte tenu de ces défis externes, le Canada devrait mettre l'accent sur ce qu'il contrôle, avec un programme politique qui vise à encourager l'adoption de technologies et les investissements, à soutenir la participation au commerce international et sa diversification, à accroître l'efficacité des marchés internes, à moderniser le régime fiscal et à améliorer les compétences et la formation de la main-d'œuvre. M. Miller a mentionné l'intelligence artificielle. Nous pensons que l'IA, une technologie que le Canada a contribué à mettre au point, représente également une grande possibilité.

C'est pourquoi, en juin, le CENV a lancé une initiative canadienne visant à favoriser l'adoption de l'IA, en partenariat avec le CIGI et l'Université de Waterloo, pour soutenir et suivre les progrès dans l'adoption à grande échelle de l'IA dans l'ensemble de l'économie.

Dans tous les secteurs, nous devons nous efforcer d'atteindre chaque point de base de croissance que nous pouvons. Des progrès graduels et soutenus peuvent améliorer sensiblement le niveau de vie au fil du temps.

Avant de terminer, je tiens à souligner que bien que le PIB national et les indicateurs de rendement fournissent des éléments essentiels, ils ne donnent pas la vue d'ensemble. Des mesures plus poussées qui vont au-delà des données nationales, comme les indices du CENV du bien-être économique et du développement humain, révèlent de grandes disparités à l'échelle du pays.

En ce qui concerne le développement humain, par exemple, nous estimons que les provinces canadiennes les mieux classées, soit l'Ontario, le Québec et l'Alberta, se situeraient entre la 15^e et la 17^e position dans le monde. En revanche, dans les territoires, le Nunavut se classe aux alentours de la 70^e position dans le monde. Cela montre en fait la différence entre vivre dans un endroit comme le Royaume-Uni par rapport à l'Albanie, selon ces classements implicites. De telles disparités font ressortir les défis constants, plus particulièrement dans le Nord du Canada et dans les communautés autochtones et éloignées, ainsi que la nécessité d'adopter des approches politiques axées sur le milieu.

Les recherches du CENV révèlent également que les indicateurs économiques traditionnels, aussi décevants soient-ils, peuvent avoir surestimé les progrès du Canada, car si nous regardons au-delà des résultats agrégés, nous constatons que nous sommes confrontés à plus d'inégalités et de risques qu'il y a quelques décennies.

Pour conclure, la productivité du Canada est décevante et les perspectives sont difficiles. Il faudra du temps pour relever ces défis complexes de longue date. En ciblant correctement les causes profondes, en tirant parti des nouvelles technologies et en mettant en œuvre des réformes politiques, nous pouvons renforcer la productivité lentement, mais sûrement, pour apporter de réels changements à long terme.

Pour guider ces progrès, les indicateurs traditionnels devraient être accompagnés de mesures qui vont au-delà du PIB pour favoriser une prospérité plus inclusive et plus résiliente pour tous les Canadiens.

Je vous remercie du temps que vous m'avez accordé. Je répondrai à vos questions avec plaisir.

• (1115)

Le président: Je vous remercie, monsieur Tapp.

Chers collègues, nous allons commencer notre série de questions.

Monsieur Falk, la parole est à vous pour six minutes.

Ted Falk (Provencher, PCC): Je tiens à remercier tous nos témoins de leurs déclarations d'aujourd'hui. Elles étaient très intéressantes.

Monsieur Estill, j'aimerais commencer avec vous. Vous avez mentionné que notre productivité n'est pas nécessairement mesurée avec les bons paramètres. Vous avez dit qu'il ne s'agit pas toujours de montants en dollars, mais plutôt de ce qui est produit. Pourriez-vous nous expliquer un peu plus en détail ce que vous entendez par là, afin que nous puissions bien comprendre au Comité?

Jim Estill: Bien sûr. Je veux dire qu'il n'y a pas de solution facile pour comparer des pommes et des oranges. La productivité doit être mesurée en dollars, mais on ne peut pas comparer la fabrication d'un réfrigérateur avec la fabrication d'une voiture. On ne peut pas comparer la fabrication d'un iPhone et la vente d'un logiciel par Microsoft ou la vente de publicité par Google.

• (1120)

Nous mesurons la productivité et pensons que nous ne sommes pas productifs. C'est un peu comme pour votre condition physique ou la course à pied. Vous essayez d'améliorer votre temps personnel, plutôt que d'essayer... Eh bien, je suppose que dans ce cas-ci, vous essayez de battre les autres, mais je ne connais pas de meilleur moyen de mesurer la productivité qu'en dollars.

Ted Falk: Monsieur Estill, vous avez également dit que les dépenses gouvernementales excessives ont une incidence négative sur nos données de productivité.

Jim Estill: Oui, c'est exact.

Ted Falk: Vous convenez que les dépenses excessives du gouvernement pourraient être la cause de la faiblesse d'une partie de nos données de productivité.

Jim Estill: On pourrait dire cela. Tous les gouvernements dépensent trop. Je suis capitaliste.

Ted Falk: Merci beaucoup.

Monsieur Miller, j'ai quelques questions à vous poser.

Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion de le consulter, mais l'organisation de M. Tapp a récemment publié un rapport. Dans son rapport de novembre sur la productivité, le graphique 5 montre que le Canada affiche le taux de scolarisation aux études supérieures le plus élevé parmi les pays de l'OCDE, qui se chiffre à un peu plus de 63 %. Nous nous comparons souvent aux États-Unis, où le taux atteint un peu plus de 50 %. Cependant, ces taux de scolarité élevés ne se traduisent pas par une productivité accrue, selon les données.

M. Carney, au cours des derniers jours, a dit que le gouvernement n'applique plus de « politique étrangère féministe. » Pensez-vous que nos universités ont trop mis l'accent sur la diversité, l'équité et l'inclusion, et les politiques de la culture de l'éveil, et pas assez sur l'éducation spécialisée?

Gabriel Miller: Je peux surtout parler de ma propre expérience. Je rencontre des recteurs à peu près toutes les semaines. Je suis sur les campus et je rencontre des étudiants et des professeurs tout au long de l'année. Je rencontre des centaines de personnes sur nos campus. Je vois de mes propres yeux des personnes remarquablement tournées vers l'avenir. Je pense que les étudiants sont probablement plus engagés dans leurs études et se préparent à réussir dans l'économie plus que jamais auparavant. Ils semblent certainement plus réfléchir à l'avenir que mes amis et moi-même lorsque nous étions à l'université. J'ai l'impression que nos universités continuent de très bien préparer les diplômés à intégrer le marché du travail.

J'ajouterais également, et M. Tapp me corrigera peut-être, que le discours sur le taux de scolarisation au niveau supérieur au Canada est trompeur. Pour le rendement des étudiants de premier cycle, nous nous situons essentiellement au milieu du peloton. Nous accusons un retard par rapport aux autres pays de l'OCDE du côté des diplômés d'études supérieures.

Ted Falk: Ma question était précise: mettons-nous trop l'accent sur la diversité, l'équité et l'inclusion, ainsi que les questions sociales au lieu d'enseigner des compétences de base comme l'ingénierie et l'entrepreneuriat?

Gabriel Miller: Je pense que nous enseignons avec brio les compétences de base.

J'ajouterais simplement qu'il y a...

Ted Falk: Ce n'est pas ce que les données démontrent.

Ma prochaine question s'adresse à M. Tapp.

Monsieur Tapp, dans votre rapport de novembre, le graphique 2 montre les niveaux horaires relatifs de la productivité de la main-d'œuvre dans le secteur des affaires. Je vois que vous avez des données pour la période de 1947 à 2023. Je remarque que, au cours de la période de 2008 à 2015, on a observé une tendance à la hausse de la productivité, et après 2015, pendant les années où Justin Trudeau était au pouvoir, la productivité a fortement baissé.

Vous avez mentionné dans votre déclaration que la réglementation est devenue excessive. Pouvez-vous me dire quels règlements précis plombent la productivité?

Stephen Tapp: Bien sûr. Permettez-moi de répondre à la première partie de la question.

Tout d'abord, en ce qui concerne la productivité, il est important de noter que le rendement du Canada en matière de productivité depuis, disons, l'an 2000 environ, est plutôt décevant par rapport aux économies de l'OCDE. Je pense que notre rendement est pire depuis 2015. Cela s'explique en partie par la chute considérable des prix mondiaux du pétrole en 2014-2015, alors que nous avons perdu une grande partie de nos investissements dans le secteur de l'énergie. Ce secteur représentait un tiers de notre stock de capital et de nos dépenses en capital globales, et aucun autre secteur ne l'a remplacé pour compenser ces pertes.

Ted Falk: Les projets de loi C-48 et C-69 ont vraiment freiné notre industrie pétrolière et gazière et ont miné notre productivité.

Stephen Tapp: Le manque d'investissements dans le secteur de l'énergie au cours de la dernière décennie et sur de plus longues périodes fait en sorte qu'il nous est plus difficile d'être concurrentiels, d'être prospères et de contribuer à l'économie.

Je pense que la deuxième partie de votre question initiale portait sur la réglementation. Je ne peux pas me prononcer sur des règlements précis; je suis plutôt macroéconomiste, et nous analysons des données agrégées. Nous n'étudions pas chaque ligne des règlements.

Je souligne par ailleurs qu'un rapport de Statistique Canada s'appuyant sur des recherches menées sur une période de 15 ans a relevé une augmentation de la réglementation fédérale de plus de 2 % par année au cours de cette période. Selon les estimations et les modélisations des chercheurs, le PIB était inférieur de près de 2 % pour cette raison et, en particulier, les investissements étaient inférieurs de 9 %. Cette conjoncture mine la création de nouvelles entreprises et décourage l'investissement en particulier.

Dans une certaine mesure, le fait que nous mettons sur pied un Bureau de gestion des grands projets est un aveu qu'il est difficile de réaliser de grands projets. Nous essayons donc de contourner le processus et de faire avancer les choses. C'est une bonne initiative; espérons qu'elle portera ses fruits.

• (1125)

Le président: Merci, monsieur Falk.

Madame O'Rourke, vous avez la parole pour six minutes.

Dominique O'Rourke (Guelph, Lib.): J'invoque le Règlement, monsieur le président.

M. Falk a appelé notre premier ministre M. Carney. Lorsque la ministre de l'Industrie a comparu devant nous, Mme la députée Dancho a demandé à ce qu'on l'appelle ainsi, et je demanderais aux membres du Comité d'utiliser le titre du premier ministre, que les Canadiens lui ont donné.

Le président: Madame O'Rourke, je vous remercie de votre commentaire. Aucun article du Règlement n'a été enfreint en comité. Par conséquent, il n'y a aucun rappel au Règlement portant précisément sur une violation du Règlement sur lequel je peux me prononcer. Je vous remercie tout de même de votre intervention.

Vous avez la parole pour poser vos questions.

Dominique O'Rourke: Merci beaucoup, monsieur le président.

Monsieur Estill, merci beaucoup de vous joindre à nous.

L'entreprise Danby est un pilier de Guelph, et M. Estill a personnellement parrainé 50 familles syriennes pour les aider à s'établir à Guelph et leur fournir des emplois et toutes sortes de mesures de soutien. Tant dans le monde des affaires que dans celui de la philanthropie, il est un leader à mes yeux et aux yeux de bien des concitoyens.

Monsieur Estill, le budget de 2025 propose un certain nombre de mesures: de grands projets; la construction de logements; des investissements en IA et dans la Stratégie industrielle de défense; divers moyens de nous tourner vers un plus grand nombre de marchés internationaux tout en renforçant les industries touchées par les droits de douane américains, y compris l'Initiative régionale de réponse tarifaire; et l'accélération de la recherche et du développement au Canada grâce à la superdéduction à la productivité et à l'expansion de la recherche scientifique et du développement expérimental, pour n'en nommer que quelques-unes. Le budget regorge de mesures.

Selon vous, lesquelles de ces mesures seraient les plus utiles pour stimuler la productivité, et quelles autres approches seraient efficaces?

Je vous prierais de prendre une minute ou deux pour répondre, parce que j'ai aussi une question pour M. Tapp.

Jim Estill: L'investissement en IA donnera le meilleur rendement. Lorsqu'un changement survient, ce sont les entreprises qui s'y adaptent le plus rapidement qui en sortent gagnantes. Nous ne voulons pas être à la traîne à cet égard.

Nous avons un problème de logement, alors il est logique d'investir en logement. Bien que cela ne me réjouisse pas, il faut aussi investir dans la défense, compte tenu de l'état actuel du monde.

Personnellement, j'investirais mon argent dans l'IA.

Dominique O'Rourke: C'est formidable.

Y a-t-il d'autres mesures qui, selon vous, permettraient de stimuler la productivité? Vous avez notamment mentionné les entreprises de taille moyenne. Selon vous, qu'est-ce qui les aiderait le plus?

Jim Estill: Si vous décidez de donner de l'argent à des entreprises qui ont l'aide de grands groupes de pression, vous oublierez toutes les entreprises de taille moyenne. Je ne crois pas vraiment à la nécessité de créer des programmes, mais s'il doit y en avoir, il faut qu'il y en ait pour les entreprises de taille moyenne sur le marché. En effet, elles créent des dizaines de milliers d'emplois et diversifient notre économie. Si notre économie se résume à la fabrication automobile ou au secteur pétrolier, nous sommes dans le pétrin. Il faut une économie diversifiée.

J'adore l'idée de vendre nos produits dans les marchés internationaux, mais je dois dire que c'est difficile pour la plupart des entreprises canadiennes. Une visite de vente en Allemagne coûte 10 000 \$. On ne peut pas s'y rendre en criant ciseau. Les lois et les règlements sont différents. Les résidents des autres marchés ne se disent pas tout bonnement: « Eh bien, nous n'avons pas de réfrigérateurs. Nous attendons que vous nous expédiez vos réfrigérateurs. » Ils ont déjà des réfrigérateurs, et les réfrigérateurs sont gros et difficiles à expédier, notamment.

Dominique O'Rourke: Merci beaucoup.

Ma prochaine question s'adresse à M. Tapp.

Monsieur Tapp, vous étiez économiste à la Chambre de commerce du Canada lorsque nous nous sommes rencontrés l'an dernier à Guelph. Vous avez dit que ma circonscription était l'une des plus menacées au pays par les droits de douane. Nous avons aussi discuté du recours initial aux mesures de rétorsion tarifaires, mais vous avez indiqué qu'elles ne pouvaient pas être maintenues à long terme. L'opposition a dit qu'on renonçait à jouer du coude.

Je me demande si vous pourriez nous parler de la pertinence de notre leadership qui s'adapte aux circonstances au fil du temps et nous dire si nous réagissons en ce moment de façon appropriée.

• (1130)

Stephen Tapp: Je vous remercie de la question.

Tout d'abord, je pense que nous devons reconnaître la difficulté du moment. L'incertitude et l'ampleur des changements apportés à la politique tarifaire des États-Unis sont plutôt inouïes. Nos discussions ont eu lieu au début du processus, lorsque j'étais à la Chambre de commerce.

Vous avez raison: Guelph est très touchée. Le Sud-Ouest de l'Ontario est certainement menacé par ces droits de douane.

Au départ, le gouvernement a réagi en imposant des mesures de rétorsion tarifaires. Je pense que, d'un point de vue de la théorie des jeux, les intervenants se sont dit que si les contre-tarifs augmentaient la pression politique sur les États-Unis et les amenaient à abandonner les droits de douane, c'était une bonne décision. Quelques mois après le lancement de cette stratégie, il est devenu évident qu'il était peu probable qu'elle ait un effet dissuasif sur Donald Trump et que le maintien des mesures de rétorsion ne ferait qu'augmenter nos coûts et réduire notre productivité. L'élimination de ces mesures de rétorsion tarifaires est probablement la meilleure approche stratégique à l'heure actuelle.

Dominique O'Rourke: Merci beaucoup.

Vous avez dit que l'incertitude actuelle a également une incidence sur la productivité et que les mesures de rétorsion tarifaires feraient augmenter les prix, qui s'ajouteraient aux droits de douane en place.

J'ai maintenant une question en ce sens pour le Centre d'étude des niveaux de vie. Plusieurs témoins nous ont exprimé qu'il faut considérablement éliminer les impôts et les règlements, ainsi que plusieurs mesures.

Au Canada, les impôts paient pour les services. Ils paient pour l'éducation et pour la formation professionnelle dans laquelle nous investissons. Comment éviter un nivellement par le bas en matière de fiscalité ou de réglementation? Je ne suggère pas que nous n'avons pas besoin de rectifier le tir, mais quel est le meilleur cadre pour peser le pour et le contre, sur le plan de l'économie et de la productivité?

Le président: Il reste environ 30 secondes.

Stephen Tapp: Il y a un tableau dans le budget de 2025 — je ne connais pas le numéro du tableau — qui porte sur le taux effectif marginal d'imposition. C'est souvent de cet angle que les économistes envisagent les mesures d'incitation à l'investissement. On voit dans ce tableau que, grâce à certaines réductions et à l'augmentation de la déduction pour amortissement accéléré pour les dépenses, nous avons réduit le taux, dans une large mesure, dans de nombreux secteurs. Il est semblable au taux imposé aux États-Unis.

Toutefois, le plus gros problème, comme je l'ai déjà mentionné, c'est le niveau d'incertitude en ce moment. Je pense que les représentants de Danby, ainsi que d'autres, peuvent en témoigner. Peu importent les politiques en place à court terme, il sera très difficile pour les entrepreneurs qui cherchent à faire des investissements à long terme de se lancer dans des projets de plusieurs millions ou de plusieurs milliards de dollars s'ils ne sont pas certains de l'accès qu'ils auront au marché américain à court terme.

[Français]

Le président: Merci, madame O'Rourke.

C'est maintenant au tour de M. Ste-Marie, qui participe à la réunion par vidéoconférence, aujourd'hui.

C'est toujours un plaisir de vous voir, monsieur Ste-Marie.

Vous avez la parole pour six minutes.

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Merci, monsieur le président. Le plaisir est partagé.

Je transmets mes salutations à tous mes collègues et je remercie les témoins de leur présence et de leurs présentations.

Mes questions s'adresseront à M. Miller, d'Universités Canada.

Dans votre présentation, vous avez fait un survol de la recherche qui se fait dans les universités, mais j'aimerais que nous revenions aux obstacles...

Le président: Monsieur Ste-Marie, attendez un moment.

[Traduction]

Monsieur Miller, votre langage corporel m'indique que vous avez peut-être besoin d'aide pour l'interprétation.

Gabriel Miller: On a déjà expliqué le fonctionnement. Je suis désolé.

Le président: Ce n'est pas grave.

[Français]

Monsieur Ste-Marie, nous allons faire un petit test.

Monsieur Miller, l'interprétation fonctionne-t-elle? Pouvez-vous m'entendre? Oui? C'est excellent.

Monsieur Ste-Marie, vous disposez de six minutes.

Gabriel Ste-Marie: Merci, monsieur le président.

Comme je le disais, je remercie les témoins de leur présence et de leurs présentations.

Mes questions s'adresseront à M. Miller, d'Universités Canada.

Dans votre présentation, vous avez fait allusion aux obstacles actuels à la commercialisation de la recherche qui est faite dans les universités, et j'aimerais que nous y revenions plus en détail.

Quel est le portrait de la situation? Quels sont les obstacles à la commercialisation de la recherche faite dans les universités?

Gabriel Miller: Je vous remercie beaucoup de votre question.

[Traduction]

Deux obstacles, à mon avis, sont les plus pertinents pour les travaux du Comité.

Le premier, c'est qu'il y a très peu de ressources au sein des universités pour aider les chercheurs à commercialiser leurs travaux et à créer les liens avec l'industrie qui sont nécessaires pour la commercialisation. De nombreuses universités sont dotées de bureaux ayant cette vocation, mais ils sont, dans bien des cas, sous-financés. Il est essentiel de fournir un soutien adéquat pour renforcer, dans les universités, la capacité des chercheurs à commercialiser la recherche afin que le Canada puisse en bénéficier.

Le deuxième volet, bien sûr, consiste à avoir des partenaires à l'extérieur des universités pour que le Canada puisse profiter de ce qui se fait entre les murs des établissements. Les mesures qui peuvent nous aider à mettre à l'échelle les investissements et à les transformer en industries, en entreprises et en produits viables sont d'une importance cruciale. Nous semblons voir des progrès à cet égard dans les efforts que déploie le gouvernement pour lier les investissements en recherche à sa stratégie industrielle plus vaste, y compris pour la souveraineté en défense. Ces efforts sont importants et doivent se poursuivre.

• (1135)

[Français]

Gabriel Ste-Marie: Dans vos recommandations pour le budget, on trouve l'augmentation du soutien financier destiné aux programmes de commercialisation de la recherche au sein des universités. C'était la première partie de votre réponse.

En ce qui concerne la seconde partie, vous avez parlé, dans votre présentation, de transfert technologique vers les entreprises, et vous avez donné des exemples de ce qu'il faudrait cibler, notamment des incubateurs.

Pouvez-vous nous donner davantage de détails et d'exemples quant à la forme que pourraient prendre les moyens que vous évoquez pour faire ces transferts technologiques?

[Traduction]

Gabriel Miller: C'est avec plaisir que je ferai un suivi auprès des députés en fournissant une liste d'exemples précis.

Une des fonctions critiques de ces bureaux de transfert technologique — et il n'y en a pas beaucoup au Québec ou ailleurs au pays — est d'aider les chercheurs universitaires à transformer leur travail en propriété intellectuelle. Cette capacité est d'une importance capitale. Ils les aident également à développer les compétences et les liens nécessaires pour que la propriété intellectuelle puisse mener à des débouchés économiques, tant dans leur communauté que dans d'autres régions du pays.

[Français]

Gabriel Ste-Marie: J'aimerais qu'on parle de la situation des petites et moyennes entreprises, ou PME. Encore une fois, vous en avez parlé dans votre présentation. Il existe un grand nombre de PME et elles représentent une part très importante de notre économie.

Pouvez-vous expliquer plus en détail comment mieux appliquer les avancées faites dans les universités auprès des PME de manière à ce que tout soit mieux intégré?

[Traduction]

Gabriel Miller: Le véritable défi réside simplement dans la capacité des petites entreprises de libérer des capitaux et d'accéder à l'expertise nécessaire pour tirer parti de ces avancées, puis de disséminer les résultats à l'échelle du Canada. C'est l'une des raisons qui explique qu'une si grande partie de la recherche et de la propriété intellectuelle que nous produisons finissent par être commercialisées à l'extérieur du Canada par des entreprises beaucoup plus grandes.

Un certain nombre de programmes au sein du gouvernement fédéral ont pris de l'ampleur et pourraient continuer à faire en sorte qu'il soit plus viable pour les petites et moyennes entreprises de prendre de l'expansion, et de le faire par d'autres moyens. Nous pouvons nous servir, par exemple, du programme de recherche et de l'approvisionnement associés à la nouvelle Stratégie industrielle de défense du Canada pour rendre la commercialisation de la recherche canadienne plus viable.

Permettez-moi d'être plus précis à ce sujet. Le recours à l'approvisionnement est une option vraiment précieuse, car souvent, c'est l'incertitude d'une petite entreprise quant à sa capacité de récupérer son investissement et d'enregistrer des profits à l'avenir qui finit par la décourager ou qui fait en sorte qu'il est financièrement impossible pour elle de faire le saut et de prendre de l'expansion grâce à la recherche canadienne. Le recours judicieux à l'approvisionnement et la garantie d'avoir des clients peuvent atténuer les risques liés à ce processus pour les petites entreprises et faire en sorte qu'il soit beaucoup plus viable pour une économie comme la nôtre — qui dépend tellement des petites et moyennes entreprises — de commercialiser une plus grande partie de sa recherche ici, au Canada.

[Français]

Gabriel Ste-Marie: Merci beaucoup.

Monsieur le président, je vois que mon temps de parole s'achève. Je poursuivrai mes questions à mon prochain tour.

Le président: Je vais ajouter les 30 secondes qu'il vous reste à votre prochain tour de parole, monsieur Ste-Marie.

[Traduction]

Madame Borrelli, je suis heureux de vous voir virtuellement ce matin. Vous avez la parole.

Kathy Borrelli (Windsor—Tecumseh—Lakeshore, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins d'être avec nous aujourd'hui.

Mes questions s'adressent à M. Miller.

La pénurie de talents est un facteur important qui nuit aux investissements des entreprises. Dans quelle mesure les universités sont-elles importantes pour corriger cette lacune? Quelles sont les réformes les plus urgentes, selon vous?

Gabriel Miller: Je vous remercie pour votre question. Je crois fermement que notre réussite future — que ce soit pour les très grandes ambitions qui ont été annoncées récemment par le gouvernement ou simplement pour rendre notre économie plus productive — dépendra de la qualité de nos talents, tant en ce qui a trait à ce que nous faisons des talents d'ici qu'en ce qui a trait à la façon dont nous utilisons notre système pour attirer le plus de talents internationaux.

En ce qui concerne les besoins en matière de talents à court terme, je me concentrerais sur une chose. Comme nous le savons, le Canada a considérablement réduit ses mesures pour attirer les étudiants étrangers. Cela signifie que nous devons tirer le meilleur parti du nombre très limité de places que nous aurons pour faire venir de futurs entrepreneurs, ingénieurs ou médecins ici... Des gens qui pourraient finir par rester au Canada s'ils décident d'immigrer et qu'ils sont acceptés ou, dans bien des cas, retourner dans d'autres régions du monde et créer des liens commerciaux inestimables avec le Canada.

À mon avis, la seule chose que le pays pourrait faire dès maintenant pour améliorer son rendement dans ce domaine, c'est d'assurer une coordination plus étroite à Ottawa et entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux pour veiller à ce que nous atteignons nos objectifs. L'annonce récente d'une stratégie d'attraction de talents de 1,7 milliard de dollars dans le budget de cette année est un développement très encourageant. Si nous jumelons ces investissements dans les futurs chercheurs à un système de traite-

ment des visas très efficace et à une stratégie visant à promouvoir le Canada auprès des meilleurs et des plus brillants, nous serons de nouveau concurrentiels à l'échelle internationale dans ce domaine.

• (1140)

Kathy Borrelli: Quels sont les secteurs qui souffrent le plus de la pénurie de talents, selon vous?

Gabriel Miller: Cela me donne l'occasion de revenir au point soulevé par M. Falk, à savoir que nous constatons une pénurie de talents hautement qualifiés au Canada, en particulier dans certains domaines clés comme l'intelligence artificielle. Il y a deux choses que nous devons souligner à ce sujet. Premièrement, le Canada était un chef de file mondial en matière d'intelligence artificielle. Il le demeure en ce qui a trait à sa capacité de recherche, mais il a perdu une bonne partie des talents issus de ses universités. Nous devons nous efforcer de donner à l'économie du pays les moyens de retenir un plus grand nombre de ces personnes.

Je pense aussi que nous devons reconnaître que le Canada n'est pas un chef de file mondial en ce qui a trait à la formation des chercheurs des cycles supérieurs et des futurs travailleurs dans des domaines stratégiques clés. En effet, nous nous classons au 25^e rang parmi les pays de l'OCDE pour ce qui est de la proportion d'adultes titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Nous ne devons pas nous contenter d'avoir un bon rendement en matière d'éducation générale; nous devons assurer un rendement beaucoup plus élevé en ce qui concerne les talents les plus qualifiés et les plus brillants dans les domaines stratégiques.

Kathy Borrelli: Quelle est l'importance du niveau de financement à cet égard?

Gabriel Miller: Le financement est très important parce que, tout d'abord, notre écosystème de recherche puise sa force dans les établissements qui le dirigent. Comme beaucoup d'entre vous le savent, les universités canadiennes traversent une période de graves difficultés financières. La modification des règles pour les étudiants étrangers a mis ce problème en évidence, et nous devons remettre le système sur les rails de manière durable, mais la situation a aussi jeté la lumière sur un autre problème: à l'échelle nationale, le Canada sous-investit dans l'enseignement supérieur depuis un certain temps.

Le gouvernement fédéral peut faire preuve de soutien de diverses façons. Ses récents investissements sont utiles. Si le gouvernement rend ses investissements dans la recherche, les infrastructures et même le logement étudiant aussi prévisibles et durables que possible, cela aidera nos établissements à perdurer. Ils pourront ainsi travailler plus pour attirer des chercheurs talentueux et former les gens qui vont nous mener à l'avant-plan de l'économie mondiale dans un monde qui sera de plus en plus alimenté par l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et d'autres technologies de pointe.

Le président: Merci, madame Borrelli. Votre temps de parole est écoulé.

Monsieur Bardeesy, vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

Karim Bardeesy (Taiaiaiko'n—Parkdale—High Park, Lib.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Miller.

J'aimerais revenir sur l'investissement dans les talents dont vous avez parlé. Quelles sont les mesures et les activités requises, maintenant que le programme a été annoncé, pour veiller à ce que les investissements visant à attirer de nouveaux talents, y compris les étudiants au doctorat et au niveau postdoctoral, permettent d'accroître la productivité?

• (1145)

Gabriel Miller: *[Difficultés techniques]*

Karim Bardeesy: Monsieur le président, je crois que le microphone est éteint.

Le président: D'accord, il semble fonctionner.

Monsieur Miller, pouvez-vous répéter votre réponse afin que nous puissions l'entendre dans les deux langues? Merci.

Gabriel Miller: Bien sûr, je le ferai dès que je me souviendrai de ce que j'allais dire.

Je dirais deux choses à ce sujet. Premièrement, ce que nous voyons dans le budget et, de façon plus générale, de la part du gouvernement, c'est une reconnaissance de l'importance des relations intégrées entre les universités, l'industrie et les entreprises dès le début de ces initiatives pour accroître notre rendement. La rétroaction des entreprises et de l'extérieur de l'université peut aider à faire en sorte que la recherche soit davantage axée sur les besoins de l'économie canadienne. Dans l'autre sens, ces relations aideront les chercheurs à faire des percées, à mettre au point des technologies qui seront appliquées et qui auront le plus de chances d'être commercialisées. Un engagement précoce et continu au fur et à mesure que ces programmes sont conçus et mis en œuvre... Il est aussi très important d'accroître la vitesse des processus.

En deuxième lieu, nous avons besoin d'une stratégie intégrée. On le reconnaît de plus en plus. Dans le cadre de la Stratégie industrielle de défense, par exemple, on reconnaît que les acteurs doivent s'asseoir à la même table avant la conception d'un programme. Il faut maintenant faire le lien entre... Prenons les investissements pour attirer les talents, par exemple. Le gouvernement s'est engagé à financer des chaires et les futurs chercheurs, ceux qui peuvent faire de nos laboratoires des chefs de file dans des domaines comme l'intelligence artificielle. Affaires mondiales déploie aussi des efforts pour promouvoir le Canada auprès des talents à l'échelle mondiale, et il y a le processus d'accueil de ces personnes et de traitement des demandes par le ministère de l'Immigration. Nous devons faire en sorte, dans la mesure du possible, que ces intervenants soient sur la même longueur d'onde et travaillent avec nos provinces et nos territoires afin qu'au Canada et à l'étranger, nous envoyions un message très clair et cohérent aux personnes talentueuses dans les domaines visés, et que nous fassions tout en notre pouvoir pour les faire venir ici de la manière la plus harmonieuse et efficace possible.

Karim Bardeesy: Merci.

Je m'adresse maintenant à M. Tapp.

Depuis un bon moment, le Centre fait des recherches sur divers sujets associés à la productivité, et vous avez fait référence au grand ensemble d'études que vous réalisez dans ce domaine. J'aimerais que vous nous parliez de votre plus récente étude. Dans le résumé, vous dites que selon votre analyse, les gouvernements canadiens qui se sont succédé ont généralement opté pour des réformes axées sur les marchés et sur la productivité, mais que la croissance de la productivité a continué de s'affaiblir. Les principaux facteurs

connexes semblent être le déclin des progrès technologiques et les investissements inadéquats des entreprises, et non l'absence d'efforts politiques.

Pourriez-vous nous parler plus en détail du caractère inadéquat des investissements des entreprises que vous avez constaté dans vos recherches à long terme, et nous l'expliquer?

Stephen Tapp: En ce qui concerne la recherche dont vous parlez, je tiens à souligner qu'on nous avait chargés de faire l'étude canadienne. Ce sont 17 études de 17 pays qui ont été réalisées pour le Productivity Institute du Royaume-Uni. Nous voulions examiner la productivité de l'économie canadienne sur de longues périodes et le rôle des politiques publiques pour améliorer ou empirer la situation.

Nous avons analysé de nombreuses données variées. Nous avons fait des décompositions et pris différentes mesures. Comme vous l'avez dit, nous en sommes venus à la conclusion que les décideurs canadiens n'avaient pas manqué de vigilance. Dans l'article de l'Observateur international de la productivité que nous avons publié il y a environ 10 ou 15 ans, Don Drummond a dit que les économistes avaient formulé beaucoup de recommandations variées. Nous en avons cité quelques-unes. Environ 70 % des éléments de cette liste ont été mis en œuvre. Ce n'est peut-être pas autant que les gens le souhaitaient, mais il ne faut pas penser que les 30 % restants nous amèneront nécessairement au point où la productivité s'améliorera considérablement.

Notre diagnostic se résume au fait qu'il y a une variété de... C'est un problème systémique et complexe qui dure depuis longtemps, mais la lenteur des progrès technologiques est un facteur. C'est la situation au Canada, mais aussi à l'échelle mondiale. Nous recevons de plus en plus de fonds pour la recherche et nous en produisons de moins en moins. Nous nous rapprochons de la frontière et nous avançons plus lentement. Je crois que c'est là où nous en sommes avec la technologie.

Comme d'autres l'ont mentionné, je crois que nous avons certaines options avec l'intelligence artificielle, mais la faiblesse des investissements des entreprises au Canada est un élément important. Comme je l'ai dit plus tôt, le gouvernement est en train d'élaborer des politiques pour mettre l'investissement à l'avant-plan. Il envisage un cadre de budgétisation des dépenses en capital, qui va renforcer les incitatifs et améliorer la situation.

Je suis relativement pessimiste quant à l'incidence de ces politiques sur les grands projets au Canada à court terme, du moins dans le secteur privé et dans le secteur manufacturier, car nous faisons face à un grand choc commercial. J'ai toutefois bon espoir qu'à long terme, le Canada pourra faire mieux.

• (1150)

Le président: Je suis désolé, monsieur Bardeesy, mais nous n'avons plus beaucoup de temps pour poser une autre question.

[Français]

Monsieur Ste-Marie, j'ai ajouté 30 secondes à votre temps de parole. Vous disposez donc de trois minutes.

Gabriel Ste-Marie: Merci, monsieur le président.

Monsieur Miller, dans votre présentation, vous avez évoqué le grand potentiel de l'intelligence artificielle pour augmenter la productivité, dont il est grandement question.

Je désire vous parler de l'impact possiblement négatif de l'intelligence artificielle sur la formation des étudiantes et des étudiants. En effet, on sait que les étudiantes et les étudiants ont souvent recours à des programmes d'intelligence artificielle générative, comme ChatGPT, pour faire leurs travaux à la maison, comme les travaux de recherche.

Selon votre organisme et vos membres, quelles stratégies doit-on adopter pour que les jeunes continuent de recevoir une formation de grande qualité, compte tenu de ces nouveaux outils?

[Traduction]

Gabriel Miller: C'est une très bonne question.

[Français]

Il est important d'être honnête quant au fait que l'intelligence artificielle offre de grandes possibilités, mais qu'elle entraîne aussi des risques et de grands défis.

[Traduction]

Il y a d'énormes défis à relever ici, et nos membres m'en parlent tout le temps.

Évidemment, ce qui saute aux yeux, ce sont les défis que ces technologies entraînent pour l'évaluation des étudiants. Les universités abordent la question et changent la façon dont elles évaluent les étudiants afin de tenir compte du recours possible à l'IA pour faire les travaux. Nous savons qu'il sera essentiel de veiller à obtenir un portrait clair de ce que les étudiants ont appris pour assurer l'efficacité de notre système d'éducation.

Ce dont nous entendons de plus en plus parler aussi — et je pense que la recherche à ce sujet est encore en cours —, ce sont les effets du recours à ces technologies sur les capacités de raisonnement essentielles des gens et, franchement, sur leur capacité à apprendre et à résoudre les problèmes par eux-mêmes s'il y a un agent ou une ressource en IA qui peut faire une grande partie du travail pour eux.

Selon ce qui se dégage des récentes observations quant à la direction que nous prenons et à ce qui sera important, il faudra éviter de tenter de repousser l'IA ou d'en protéger les universités ou nos milieux de travail. Nous devons plutôt interagir avec elle et faire face à ces défis directement.

Je crois aussi qu'il est extrêmement important de demander aux étudiants d'utiliser l'IA d'une manière qui renforce les capacités fondamentales que nous craignons voir s'éroder. Les derniers chiffres que j'ai vus montrent qu'environ 50 % des salles de classe universitaires utilisent maintenant l'IA de façon consciente et délibérée dans le cadre de leurs programmes, et presque autant demandent aux étudiants de l'utiliser dans le cadre de leurs travaux, de sorte qu'ils s'engagent de façon critique avec ces outils et qu'ils évaluent aussi de façon critique l'information que fournit l'IA et les tâches qu'elle accomplit.

C'est ce dont nous aurons besoin pour réussir sur les plans social et économique. Ces outils peuvent grandement amplifier ce que les humains peuvent accomplir, mais nous devons maintenir notre capacité à les orienter et à y réfléchir de manière critique. En exploitant leur pouvoir et en y exposant les étudiants, nous pouvons obtenir le meilleur de ce que ces outils peuvent leur offrir tout en gérant le pire de ce qu'ils pourraient menacer.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Ste-Marie.

[Traduction]

Monsieur Guglielmin, vous disposez de cinq minutes.

Michael Guglielmin (Vaughan—Woodbridge, PCC): Merci, monsieur le président.

Monsieur Estill, j'ai fait ma carrière du côté des opérations dans le secteur manufacturier, et je partage bon nombre de vos points de vue sur la productivité et l'efficacité des usines, et sur l'importance d'un tel mécanisme pour stimuler le rendement du capital investi des entreprises.

Vous avez suggéré un changement simple permettant l'amortissement complet des investissements en capital de risque afin d'encourager les Canadiens à investir davantage de leurs propres capitaux dans de nouvelles entreprises, en soulignant que le Canada dispose de solides programmes de démarrage, mais de très peu de mécanismes qui récompensent réellement les investisseurs privés qui soutiennent de nouvelles entreprises avec leurs capitaux.

Diriez-vous que, par le passé, le gouvernement fédéral s'est trop appuyé sur ses propres subventions et pas assez sur les modifications fiscales qui mobilisent réellement le capital de risque privé, comme l'idée de l'amortissement complet que vous avez lancée, à des fins d'amélioration de la productivité?

• (1155)

Jim Estill: J'aime trouver des solutions gagnant-gagnant.

Une radiation complète ne coûte rien au gouvernement, à part peut-être quelques intérêts. Si j'investis 1 million de dollars dans une nouvelle entreprise et qu'elle fait faillite, j'obtiens cette radiation dans 5 ou 10 ans. Si j'investis 1 million de dollars, que j'obtiens une radiation complète aujourd'hui et que je vends l'entreprise pour 10 millions de dollars dans cinq ans, vous recevrez quand même l'impôt sur mon gain en capital. C'est l'une des raisons pour lesquelles cette idée a été lancée.

Tout ce que nous pouvons faire qui est peu coûteux pour le gouvernement et qui encourage l'entrepreneuriat, à mon avis, stimule... L'un des témoins a parlé de l'incertitude dans le contexte actuel. Étant donné les tarifs en place et la direction que prennent les choses, tout le monde va sous-investir. Personne ne construira une nouvelle usine aujourd'hui, parce qu'on ne sait pas où l'on va vendre le produit.

Michael Guglielmin: Si nous adoptions certains de ces programmes — des incitatifs fiscaux précis et ciblés, par exemple — pour tenter d'attirer ce type d'investissement au pays, croyez-vous que nous pourrions éviter la fuite de capitaux que nous connaissons au Canada aujourd'hui?

Jim Estill: Rien ne peut éviter la fuite, mais cela permettrait de la ralentir. Les investisseurs investissent là où ils croient qu'ils peuvent obtenir le meilleur rendement possible, mais rien ne pourra arrêter la fuite de capitaux.

Michael Guglielmin: Merci.

Monsieur Miller, dans son rapport intitulé « L'état de la science, de la technologie et de l'innovation au Canada 2025 », le Conseil des académies canadiennes a constaté que le Canada faisait face à une « crise de la productivité qui s'aggrave », que le rendement des entreprises et des secteurs gouvernementaux en matière de STI était en baisse, que les dépenses des entreprises en recherche et développement étaient « obstinément faibles » et que l'adoption des technologies était lente, même si l'enseignement supérieur demeure un « point positif », comme il le dit, dans notre pays. Il souligne aussi que notre base de recherche et de talents est solide, mais qu'elle est de plus en plus à risque.

Avez-vous l'impression que nous arrivons à convertir le talent et l'excellence en recherche universitaire en capital national et en croissance de la productivité, ou est-ce que bon nombre de nos meilleurs diplômés et de nos meilleures idées vont encore à l'étranger en ce qui concerne la commercialisation?

Gabriel Miller: Il ne fait aucun doute que bon nombre de nos meilleurs diplômés, comme vous venez de le dire, et une grande partie de la propriété intellectuelle générée dans nos universités quittent le pays.

Je pense que nous en avons fait beaucoup au Canada afin de nous préparer au moment — qui est maintenant — où nous pourrions profiter davantage de la recherche et de la formation qui se font dans nos universités, mais pour ce faire, nous allons devoir redoubler d'efforts et accroître la capacité de nos chercheurs à établir des liens avec le secteur privé, et la capacité du secteur privé à prendre de l'expansion ici au pays afin de profiter des avantages et des possibilités qui en découlent.

Le Canada a beaucoup de chemin à faire à cet égard, mais il n'y a pas de temps à perdre.

Michael Guglielmin: Pouvez-vous cibler des politiques précises qui pourraient expliquer ce décalage et nous parler des façons dont notre recherche de renommée mondiale pourrait être utilisée de manière plus productive en attirant le capital d'investissement au Canada et en conservant certains de ces talents?

Gabriel Miller: Nous savons que certains défis inhérents au Canada par rapport aux États-Unis, par exemple, font qu'il est difficile pour nous d'accroître les possibilités commerciales découlant de la recherche au sein de notre économie et de garder ces possibilités ici. Je pense que nous avons fait du bon travail pour renforcer les capacités en vue de changer les choses.

Je tiens simplement à dire, de façon générale, que l'écart entre ce qui se passe dans les laboratoires et les salles de classe et ce qui se passe à l'extérieur de ces établissements dans l'économie peut parfois être grand. Je pense qu'au cours des 30 dernières années, le Canada a tenté de réduire cet écart, de deux façons. En premier lieu, nous avons exposé un plus grand nombre d'étudiants au marché du travail pendant leurs études, de sorte que lorsqu'ils quittent le campus universitaire, environ la moitié de nos diplômés ont une expérience du travail. En deuxième lieu, nous avons réorienté notre culture de recherche afin qu'elle soit beaucoup plus axée sur les besoins du milieu des affaires, et nous commençons à voir les résultats.

• (1200)

Michael Guglielmin: Merci.

Le président: Merci, monsieur Guglielmin.

Monsieur Danko, vous disposez de cinq minutes. Allez-y.

John-Paul Danko (Hamilton-Ouest—Ancaster—Dundas, Lib.): Merci, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Miller.

Je représente une circonscription qui compte trois établissements postsecondaires: l'Université McMaster, le Collège Mohawk et l'Université Redeemer. J'ai aussi deux enfants âgés de 17 et 19 ans; ils sont justement en train de faire la transition vers leur carrière post-secondaire.

Vous avez parlé du rôle des universités dans le développement de la main-d'œuvre hautement qualifiée du Canada, et nous avons parlé du génie, de la science et de la recherche. Je suis ingénieur en structures, alors je connais très bien cette partie de la formation universitaire, mais je veux vous donner l'occasion de nous en dire plus sur le rôle et la valeur des sciences humaines, des sciences sociales et des arts, parce que lorsque je parle aux entreprises, je constate qu'elles sont souvent à la recherche d'employés qui peuvent agir de façon indépendante, avoir une pensée critique, être axés sur les solutions, s'exprimer et communiquer.

Pourriez-vous nous parler de la valeur de ces autres éléments de la formation universitaire dans le cadre du perfectionnement de la main-d'œuvre au Canada?

Gabriel Miller: Je pense que le premier point — et probablement le plus important — est celui que vous venez de soulever. En effet, de façon assez uniforme dans les sondages auprès des employeurs, on constate que les compétences qu'ils recherchent ne sont pas strictement techniques, mais concernent la capacité générale d'un étudiant et d'un nouvel employé à faire preuve de leadership, à communiquer avec ses collègues et à travailler au-delà des frontières culturelles. Ce sont toutes des compétences associées à bien des égards à l'éducation en sciences humaines.

Je dirais également que notre programme de recherche aura désespérément besoin des idées provenant de ces disciplines. Je pense que nous pouvons voir ce qui se passe à l'échelle mondiale en ce moment. La capacité technique de développer de nouveaux produits est évidente. Il y a la capacité de les commercialiser et de les vendre, mais il y a aussi la cohésion de la société et la capacité d'aborder les enjeux politiques, sociaux et économiques. Si ces systèmes tombent, notre capacité à créer de la prospérité et à en profiter est très limitée.

Je vais terminer en disant ceci: je pense que pour l'avenir, nous aurons besoin de gens bien équilibrés et adaptables. Les jeunes qui étudient la philosophie ou l'histoire devront également être exposés à l'intelligence artificielle afin que nous ayons des gens qui sont prêts à entrer sur le marché du travail et qui ont également des compétences sous-jacentes qui peuvent bien les servir tout au long de leur carrière.

John-Paul Danko: Merci.

Je vais changer de sujet.

Messieurs Estill et Tapp, vous avez tous les deux dit qu'il est problématique d'utiliser le PIB comme mesure de la productivité. Je vais vous donner deux exemples et je vous demanderai ensuite de commenter.

Le premier est que la valorisation des entreprises d'intelligence artificielle et de technologie est souvent fondée sur la spéculation. Elles ont des valorisations extrêmement élevées et, par le fait même, une très forte productivité sur papier, mais ne produisent rien en réalité. Les cryptomonnaies sont peut-être la manifestation la plus extrême de ce que je qualifierais d'économie fictive.

De plus, si vous mesurez strictement la productivité en fonction du PIB, il y a un incitatif à fabriquer des produits de piètre qualité. À titre d'exemple, si je construis des logements en m'en tenant aux normes minimales prévues dans le Code du bâtiment, ils auront besoin de réparations et d'améliorations tout au long de leur cycle de vie, contrairement à ce qui se serait passé si j'avais livré au départ un produit de haute qualité. Bref, la productivité à long terme sera plus élevée si vous construisiez un produit de moindre qualité.

J'aimerais que l'un d'entre vous nous dise ce qu'il pense de ces scénarios relativement aux différentes façons de mesurer la productivité.

Stephen Tapp: Je crois que les économistes ont élaboré le concept du PIB il y a peut-être 100 ans. Il y avait des limites et des problèmes dans les années 1920, et il y en a encore aujourd'hui. Je ne dirais pas que c'est la solution ultime à cette fin. Je crois même avoir indiqué dans mes observations que nous devrions également examiner la répartition du revenu global et les risques financiers auxquels d'autres personnes sont confrontées. C'est pourquoi notre indice du bien-être économique tient compte de 28 indicateurs différents, plutôt que de se limiter au seul PIB.

En ce qui concerne le point que vous soulevez concernant la valorisation, c'est sans doute le cas pour le secteur de la technologie, mais il y a une très grande différence entre le Canada et les États-Unis. Meta, Google, Amazon et Netflix — toutes ces sociétés qui ont leur siège social dans la Silicon Valley — ont d'énormes valorisations, mais une empreinte physique et une main-d'œuvre plutôt réduites. Le revenu par travailleur est donc assez élevé.

J'aimerais bien... Nous n'avons pas encore fait ce travail, mais Statistique Canada a mené une étude sur le secteur technologique comparant les États-Unis et le Canada. Il n'est pas surprenant que des indicateurs comme le PIB et la productivité dans le secteur technologique américain dépassent largement ceux du Canada. Il serait intéressant d'examiner le secteur des technologies nouvelles et même celui des énergies nouvelles — et nous avons déjà fait ce travail — pour voir quelle serait la différence pour le secteur médian ou le citoyen moyen au Canada si l'on excluait certains de ces secteurs.

Je pense que vous avez raison de dire que les chiffres américains sur le PIB par travailleur sont plutôt exceptionnels, un phénomène en grande partie attribuable à ce qui se passe dans une seule petite région de la Californie.

• (1205)

Le président: Merci beaucoup.

Messieurs les témoins, je vous remercie de vos observations et de vos recommandations.

Monsieur Estill, je dois dire avant que vous partiez que j'ai beaucoup aimé le film *Le monde selon Wayne*, qui, bien sûr, est reconnu pour son placement publicitaire sélectif. Je tiens simplement à souligner que vous vous en êtes largement inspiré avec ce grand fanion derrière vous. J'ai soudainement envie de revoir *Austin Powers* et *Le monde selon Wayne*. Je voulais seulement vous en féliciter. Je suis

toujours heureux de voir les entreprises canadiennes être mises en valeur.

Je remercie nos témoins du temps qu'ils nous ont consacré.

Chers collègues, nous allons interrompre la séance très brièvement, le temps que nos prochains témoins s'installent.

• (1205)

(Pause)

• (1210)

Le président: Chers collègues, nous allons reprendre nos travaux.

Nous accueillons maintenant de nouveaux témoins. Trois d'entre eux se joignent à nous virtuellement, et un autre est présent dans la salle.

Nous recevons Richard Dias, stratège en macroéconomie mondiale, qui comparait à titre personnel. Bienvenue, monsieur Dias.

[Français]

Du Réseau des CCTT, les Centres collégiaux de transfert de technologie, nous accueillons Ludovic Soucisse, le président-directeur général, et Nancy Déziel, la présidente du conseil d'administration.

[Traduction]

De la Banque du Canada, nous accueillons Eric Santor, conseiller du gouverneur.

Monsieur Santor, je vous cède la parole en premier pour une déclaration liminaire d'un maximum de cinq minutes.

[Français]

Monsieur Soucisse et madame Déziel, qui de vous deux fera une présentation?

Ludovic Soucisse (président-directeur général, Réseau des CCTT): Ce sera moi.

[Traduction]

Le président: Ce sera ensuite au tour de M. Dias.

Monsieur Santor, vous avez la parole.

Eric Santor (conseiller du gouverneur, Banque du Canada): Merci beaucoup.

Bonjour. Je vous remercie de m'accueillir aujourd'hui.

Je vais commencer par faire le point sur la situation. En toute franchise, le bilan du Canada en matière de productivité n'est pas reluisant. Je n'apprends rien à personne ici. Ce piètre rendement n'est pas la faute d'un ou deux secteurs de l'économie, ni d'une région en particulier. C'est un problème généralisé dans l'ensemble de l'économie et du pays. En outre, la situation continue de s'aggraver. Au cours des cinq dernières décennies, la productivité du Canada s'est détériorée plus rapidement que celle des autres pays du G7, et notre rendement est particulièrement mauvais par rapport à celui de notre voisin le plus proche.

Pourquoi est-ce important? La productivité permet à l'économie de croître lorsque les ressources sont limitées. Elle favorise la hausse des salaires sans alimenter l'inflation. Lorsque la productivité augmente, tout le monde bénéficie d'un niveau de vie plus élevé.

Cependant, comme le sous-gouverneur, Nicolas Vincent, l'indiquait dans un discours pas plus tard que la semaine dernière, nous sommes actuellement « coincés dans un cercle vicieux ». Comme la productivité est à la baisse, les entreprises ne peuvent pas augmenter les salaires autant qu'elles le feraient autrement. Une croissance plus lente des salaires fait baisser la consommation. Il a dit que « face à une plus faible croissance de la demande, les entreprises sont moins enclines à investir dans du nouvel équipement ou de nouvelles technologies ». Il a également déclaré que les salaires à la baisse font en sorte qu'il est plus difficile pour les employeurs de garder nos meilleurs travailleurs au Canada et d'attirer des talents de l'étranger.

Comme l'a dit la première sous-gouverneure, Carolyn Rogers, nous faisons face à une « urgence » sur le plan de la productivité.

Même si nous voudrions tous qu'une solution soit trouvée rapidement, la réalité est que ce ne sera pas facile. Nous devons créer les conditions qui stimulent l'investissement par les entreprises. Nous devons encourager la prise de risques, l'innovation et la croissance.

• (1215)

[Français]

On doit s'assurer que nos travailleurs ont les compétences nécessaires pour créer un maximum de valeur.

Je vais conclure sur une évidence: la Banque du Canada n'a pas d'influence directe sur la productivité, mais elle peut jouer un rôle en encourageant un dialogue public sur la question.

[Traduction]

Le Canada n'a pas toujours été à la traîne en matière de productivité. Dans les années 1960 et 1970, nous étions un chef de file.

Nous ne sommes pas obligés de rester dans ce purgatoire de la productivité. Si les entreprises, les gouvernements et les Canadiens poussent tous dans la même direction, nous pourrions échapper au cercle vicieux dont M. Vincent a parlé et retrouver notre avantage sur le plan de la productivité.

L'autre rôle crucial de la Banque est de maintenir l'inflation à un niveau bas, stable et prévisible. Il y a beaucoup d'incertitude en ce moment. Lorsque les entreprises sont convaincues que l'inflation restera faible et stable, il leur est plus facile d'investir dans les nouvelles technologies, dans l'agrandissement de leurs usines ou dans la formation qui pourrait, au bout du compte, améliorer leur productivité.

Merci.

[Français]

Le président: Merci beaucoup, monsieur Santor.

Monsieur Soucisse, vous avez la parole pour cinq minutes.

Ludovic Soucisse: Merci beaucoup.

Monsieur le président, messieurs et mesdames les membres du Comité, je vous remercie beaucoup de nous accueillir aujourd'hui.

Je m'appelle Ludovic Soucisse, et je suis le président-directeur général du Réseau des Centres collégiaux de transfert de technologie, ou Réseau des CCTT.

Je suis accompagné de Mme Nancy Déziel, la présidente du conseil d'administration du Réseau des CCTT. Elle est également présidente du conseil d'administration de la Fondation canadienne

pour l'innovation, et directrice générale du Centre national en électrochimie et en technologies environnementales, ou CNETE, un CCTT de Shawinigan.

Nous sommes heureux de contribuer aux travaux du Comité, aujourd'hui.

Comme le disait le précédent intervenant, le Canada traverse une période difficile, une crise en matière de productivité. Celle-ci est en recul ou stagne depuis de nombreuses années, ce qui touche particulièrement les PME, soit les petites et moyennes entreprises, qui forment la très grande majorité du tissu industriel du Québec, lequel est différent selon chaque province. La grande majorité des entreprises exportatrices sont des PME. Elles représentent 50 % du PIB privé au pays. Elles structurent nos chaînes d'approvisionnement, et elles sont particulièrement vulnérables aux mesures tarifaires et au contexte économique actuel.

KPMG décrivait le contexte comme étant une sonnette d'alarme pour améliorer la productivité au pays. Un nombre trop élevé d'entreprises a mentionné à la firme vouloir revoir leur compétitivité, et plus de la moitié lui disait vouloir déplacer leurs investissements vers les États-Unis, pour protéger leur accès au marché. Dans un contexte comme celui-là, il faut savoir que les entreprises qui exportent sont celles qui sont les plus déterminées à innover pour trouver des nouveaux marchés. On doit donc prendre cette crise et la transformer en débouchés pour nos PME.

Le Réseau des CCTT est composé de 59 centres spécialisés, où 2 000 chercheurs et experts couvrent les secteurs stratégiques au cœur de notre économie, à savoir la fabrication avancée, l'énergie, l'agroalimentaire, le numérique, les matériaux critiques, les technologies propres, la cybersécurité, l'intelligence artificielle et les technologies en matière de santé.

Les chiffres sont clairs en ce qui a trait à la capacité des CCTT d'aider nos PME. Chaque année, nos 59 centres travaillent à 13 000 projets avec plus de 6 000 entreprises et organisations. Avec un chiffre d'affaires combiné de 200 millions de dollars, nos CCTT représentent plus de 1,5 milliard de dollars en retombées économiques. Seulement en 2023-2024, ils ont travaillé à plus de 1 040 nouveaux produits, au bénéfice des clients, et à plus de 600 procédés pour améliorer la productivité de nos entreprises. Ils ont aussi développé plus de 240 brevets, licences et déclarations d'invention en collaboration avec des entreprises. La particularité des Centres collégiaux de transfert de technologie du Québec est que le transfert de la propriété intellectuelle se fait en faveur des entreprises, ce qui est bon pour la productivité et pour garder la propriété intellectuelle au pays.

Les CCTT sont des partenaires clés de nos PME pour automatiser la production, améliorer les procédés, réduire les coûts d'exploitation, mettre au point des nouveaux produits exportables, obtenir des certifications pour pénétrer des nouveaux marchés ou optimiser des chaînes d'approvisionnement.

Nous avons trois recommandations à faire aux instances fédérales.

Premièrement, nous recommandons d'inscrire la recherche appliquée dans les grands programmes fédéraux d'innovation, afin d'intégrer explicitement les centres d'innovation, comme les CCTT, aux programmes de soutien à la productivité.

Deuxièmement, nous recommandons de déployer un programme pancanadien d'accompagnement rapide des PME, afin d'augmenter la productivité de milliers d'entreprises, de prévenir les transferts de production vers d'autres pays, dont les États-Unis, et d'outiller nos entreprises pour accéder à de nouveaux marchés.

Troisièmement, nous recommandons d'utiliser la grande Stratégie industrielle de défense du gouvernement pour soutenir les PME dans leurs contributions aux chaînes d'approvisionnement, notamment en favorisant la recherche appliquée, le transfert de technologie dans le développement des technologies à double usage.

Au Québec, nos centres ont les outils, les infrastructures, les experts et leur réseau pour agir rapidement. Il ne manque que davantage d'incitatifs pour cibler précisément nos PME. La majorité des politiques sont axées sur les grandes entreprises. En ciblant nos PME et les CCTT qui peuvent les accompagner, nous avons plus de chances d'améliorer la productivité de notre économie.

Nous avons les outils, les infrastructures, les experts et le réseau national pour agir rapidement. Il ne manque que les incitatifs auprès des PME canadiennes...

Je vous remercie.

• (1220)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Soucisse.

[Traduction]

Monsieur Dias, vous avez la parole pour une période de cinq minutes.

Richard Dias (stratège macro mondiale, à titre personnel): Merci beaucoup.

Bonjour à tous. C'est un honneur et un privilège d'être des vôtres aujourd'hui. Je tiens à remercier les membres du Comité de me donner l'occasion de leur faire part de mon point de vue sur ce que la Banque du Canada appelle une « urgence », et sur ce que je décrirais comme le plus grand problème auquel le Canada est confronté.

C'est aussi la meilleure occasion qui soit pour le Canada. Notre bilan récent est si médiocre que nous ne pouvons que l'améliorer. J'ajouterais également que la résolution de cette crise au Canada serait, chose rare, une véritable panacée, en ce sens que cela nous permettrait du même coup de régler bon nombre de nos problèmes actuels, à savoir l'inflation, l'endettement élevé, les mauvais résultats en matière de soins de santé et la vulnérabilité à l'égard de partenaires commerciaux instables, tout en pavant la voie à ce qui m'intéresse d'abord et avant tout, l'amélioration du niveau de vie des Canadiens de la classe ouvrière, d'un océan à l'autre.

Qu'est-ce que la productivité? Pour citer la Banque du Canada, « la productivité est une façon de mesurer l'efficacité avec laquelle on utilise des intrants comme le travail ou le capital pour produire des biens ou services. Il existe plusieurs mesures de la productivité, mais l'une des plus utilisées dans le débat public est la productivité du travail. Cette mesure correspond à la valeur des biens et des services produits divisée par la quantité de travail nécessaire pour les produire. À l'échelle nationale, ça revient à diviser le produit intérieur brut par le nombre d'heures travaillées. »

Maintenant que nous comprenons la définition de la productivité, aussi imparfaite soit-elle, comment pouvons-nous améliorer cette productivité? Voici mes recommandations.

Premièrement, nous devons bonifier notre capital humain. Nous devons élargir l'offre de formation et de recyclage professionnels pour aider les travailleurs à adopter de nouvelles technologies et à accéder à des postes de plus grande valeur, et nous devons mieux harmoniser le système d'immigration du Canada avec l'objectif d'améliorer la productivité en misant sur l'attraction et le maintien en poste d'une main-d'œuvre bien rémunérée et hautement qualifiée.

Deuxièmement, nous devons renforcer la concurrence pour stimuler l'innovation et l'efficacité. Comme l'a mentionné la Banque du Canada, la concurrence est un moteur important de la productivité, mais de nombreux marchés canadiens demeurent très concentrés. Pour ce faire, nous devons ouvrir à la concurrence étrangère des secteurs comme les télécommunications, les transports et les services financiers. Il nous faut réduire les entraves au commerce interprovincial. Nous devons aussi éliminer les obstacles à la croissance afin que les petites et moyennes entreprises puissent prendre de l'expansion, et nous devons encourager davantage d'exportation à partir des secteurs les plus productifs.

Troisièmement, nous devons encourager les entreprises à croître et, par le fait même, à accéder à de nouveaux marchés. Le Canada compte trop peu de grandes entreprises, et nous devons façonner nos régimes fiscaux et réglementaires de manière à aider nos PME à prendre de l'expansion, plutôt qu'à rester petites. Les deuxième et troisième recommandations peuvent paraître contradictoires, mais ce n'est pas le cas. Essentiellement, le Canada a tendance à protéger ses grandes entreprises et à mettre des bâtons dans les roues de ses PME, et nous devons mettre un terme à cette distorsion.

Quatrièmement, nous devons mettre en place un cadre stratégique et réglementaire plus favorable. Il va de soi que l'établissement de politiques influe fortement sur les résultats en matière de productivité. Certains d'entre vous n'aimeront peut-être pas l'entendre, mais dans l'état actuel des choses, le Canada est un mauvais endroit où investir, comme en témoigne l'important exode net de Canadiens et de fonds canadiens. Nous devons réduire les impôts afin que les incitatifs à investir ici puissent soutenir la concurrence sur la scène mondiale. La réduction d'impôt de 2017 par Trump a vraiment nui au Canada, et nous n'en parlons pas assez. Nous devons réduire le fardeau réglementaire lié aux émissions et passer à une approche plus holistique de la protection de l'environnement, qui englobera la biodiversité, la propreté des rivières et des lacs, etc.

Cinquièmement, nous devons accroître les investissements des entreprises dans les immobilisations, la technologie et la propriété intellectuelle. C'est de loin le plus gros problème. Il n'y a tout simplement pas assez d'investissements du secteur privé au Canada. Il faut inciter le secteur privé à investir davantage dans la machinerie et l'équipement des usines, à accroître les dépenses en propriété intellectuelle et à mettre à niveau l'infrastructure pour permettre la croissance et l'accès à de nouveaux marchés. Le Canada doit inverser la tendance au sous-investissement chronique du secteur privé pour améliorer la productivité de la main-d'œuvre.

Enfin, il faut admettre que, même si le gouvernement a un rôle absolument essentiel à jouer pour que ce problème puisse être réglé, son pouvoir d'action est cependant limité. Pour plusieurs mesures importantes et bien concrètes, le gouvernement fédéral est aussi actif au sein de l'économie qu'il ne l'a été depuis une génération et, le moins que l'on puisse dire, c'est que les résultats sont mitigés. Malheureusement, Ottawa ne peut pas régler ce problème à lui seul, mais il peut, et je crois qu'il devrait, créer un environnement dans lequel le secteur privé peut investir et s'épanouir. C'est ainsi que l'on pourra alimenter la croissance de la productivité du travail et, en fin de compte, le niveau de vie des gens de la classe ouvrière.

Merci. Je suis à votre disposition pour répondre à vos questions.

• (1225)

Le président: Merveilleux. Merci beaucoup à nos témoins pour leurs observations préliminaires.

Nous allons maintenant passer aux questions.

Madame Dancho, vous avez la parole pour une période de six minutes.

Raquel Dancho (Kildonan—St. Paul, PCC): Merci, monsieur le président, et merci aux témoins de leurs remarques liminaires.

J'ai quelques questions à vous poser, monsieur Santor.

Nous savons que vous êtes le conseiller du gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem. Nous avons eu droit à deux messages vraiment préoccupants de la Banque du Canada au cours des derniers mois et des dernières années. Ainsi, M. Macklem, pas plus tard que le mois dernier, a déclaré lors d'une conférence de presse que ce qui est le plus inquiétant, c'est que « si des changements ne sont pas apportés, le niveau de vie au pays sera inférieur à ce qu'il aurait pu être ». Il a montré par un mouvement de la main que nos revenus allaient désormais augmenter plus lentement que ce que nous anticipions auparavant. J'y ai vu une sérieuse mise en garde pour les parlementaires.

Il y a eu aussi, en mars 2024, la déclaration de Mme Rogers dont vous avez parlé dans votre déclaration liminaire. Elle est, nous le savons, première sous-gouverneure de la Banque du Canada. Elle a dit: « Vous connaissez ces panneaux qui disent “En cas d'urgence, brisez la vitre”? Eh bien, il est temps de briser la vitre. » Elle parlait des problèmes de productivité du Canada.

Ce sont deux avertissements très clairs que nous a servis la Banque du Canada.

Puis, votre collègue, M. Vincent, le sous-gouverneur externe de la Banque du Canada, a dit: « Au fond, le problème d'abordabilité au Canada est un problème de productivité... Si nous voulons rendre la vie plus abordable, il faut augmenter nos revenus. Et pour augmenter nos revenus, il faut accroître notre productivité. » Pour que les Canadiens comprennent bien, quand on parle de productivité, on parle en fait de leur niveau de vie.

Trouvez-vous qu'on en fait assez? En fait, vous avez mentionné que notre productivité était excellente dans les années 1960 et 1970. Diriez-vous que le Canada en fait assez pour nous ramener à la productivité des années 1960 et 1970, ou devrions-nous en faire davantage et, le cas échéant, que devrions-nous faire exactement?

Eric Santor: Aussi bien Mme Rogers que le gouverneur Macklem ont mis le doigt sur le problème. C'est par là que nous devons commencer. Le diagnostic à poser est très important. Nous devons

donc prendre un peu de recul et réfléchir à la façon dont nous en sommes arrivés là. La productivité est une question très complexe. De nombreux facteurs peuvent contribuer à la productivité. Certaines choses doivent se produire... Il y a des signes indiquant que nous allons dans la bonne direction, comme la volonté d'établir un diagnostic et d'en débattre, à l'instar de ce que le Comité fait aujourd'hui. Tout cela est très utile.

Nous devons réfléchir à différentes choses qui se sont produites. C'est un problème à multiples facettes, et quantité de gestes doivent être posés. Dans ces discours, nous avons mis en lumière plusieurs éléments qui ont contribué au ralentissement de la croissance de la productivité, mais qui, paradoxalement, pourraient favoriser cette croissance à l'avenir.

À titre d'exemple, l'un de ces éléments, et il en a été question lors de votre séance précédente, c'est que le fardeau réglementaire au Canada a augmenté de façon spectaculaire. Statistique Canada a publié un article à ce sujet, soulignant l'expansion rapide de ce fardeau au cours de la dernière... en tout cas, par rapport à ce qu'on connaissait avant la pandémie, ce qui a réduit le niveau d'investissement au pays. Il s'agit alors de déterminer si nous avons la bonne quantité de règlements. Que pouvons-nous faire pour rendre la réglementation aussi efficiente que possible et pour nous assurer qu'elle améliore la capacité d'investir? Ce serait un exemple d'une chose que nous pourrions faire.

Un autre élément qui a été mentionné dans le discours de Carolyn Rogers est le lien entre concurrence et productivité. Nous savons qu'il semble généralement y avoir une corrélation positive entre les marchés concurrentiels et l'innovation et l'investissement, et donc aussi la productivité. L'OCDE a écrit différents textes au fil des ans sur les enjeux liés à la concurrence dans l'économie canadienne. On y propose des mesures — et cela ne vient pas de nous — et une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour intensifier la concurrence au sein de l'économie canadienne. En particulier, il est important de s'assurer que la concurrence favorise l'innovation, l'investissement et la croissance de la productivité. Lorsque vous ciblez certaines industries, certains secteurs, qui ont des effets de maillage au sein de l'économie, cela peut être particulièrement bénéfique, comme on l'a également souligné récemment dans un discours.

Je vais m'arrêter ici.

• (1230)

Raquel Dancho: Merci.

Je vous remercie d'avoir soulevé la question de la productivité des entreprises. L'Institut Fraser a publié à ce sujet une analyse indiquant que, de 2017 à 2024, la productivité de nos entreprises a diminué de 0,6 %, alors que celle des États-Unis a augmenté de plus de 10 % pendant la même période.

Nous avons assisté à d'importantes sorties de capitaux au cours de la dernière décennie, mais en particulier depuis l'arrivée de M. Trump 2.0, comme nous le savons tous. En fait, c'est Warren Lovely, économiste à la Banque Nationale du Canada, qui a dit plus tôt cette année que les sorties cumulatives de capitaux au cours de la dernière période de cinq mois étaient sans précédent.

Les Américains posent des gestes qui font en sorte que de grandes quantités de fonds canadiens sont investis dans leur économie. Quelles mesures pourrions-nous ou devrions-nous prendre pour renverser la vapeur ou, à tout le moins, conserver ici les investissements canadiens? Comment pouvons-nous favoriser cela?

Eric Santor: Il est certain que l'expérience américaine nous donne matière à réflexion. Il faut réfléchir d'abord à la réglementation dans l'économie. Là encore, c'est une question d'équilibre. Le niveau de réglementation doit être adéquat. Il ne faut pas exagérer dans un sens ou dans l'autre. C'est un point important, comme nous l'avons souligné récemment dans un discours.

L'autre élément, bien sûr, concerne ce qui découle d'investissements importants dans l'IA et la numérisation en général. Il ne fait aucun doute que les États-Unis sont un chef de file dans ce domaine à l'échelle mondiale. Nous devons nous inspirer de cette expérience et réfléchir à ce que nous pouvons faire pour nous assurer que l'IA est utilisée, adoptée et développée dans l'économie canadienne. C'est une question à examiner de très près et nous devons réfléchir à la manière dont nous pouvons tirer parti de cette technologie. On parle d'une technologie polyvalente qui peut être appliquée à différents éléments de l'économie. Nous devons nous demander si nous disposons des bonnes conditions et si nous faisons ce qu'il faut pour favoriser ce type d'innovation et d'investissement dans le domaine numérique.

Raquel Dancho: Merci.

Il n'y a pas que les Américains qui s'en sortent un peu mieux que nous. En fait, je crois que le Canada affiche la pire croissance du PIB par habitant parmi les pays du G7 depuis 10 ans. Il semble que d'autres pays s'en sortent également un peu mieux que nous. Est-ce, comme les États-Unis, lié à la numérisation et à l'IA? Que font-ils que nous ne faisons pas?

Eric Santor: De nombreux facteurs entrent en ligne de compte. Il est très difficile de comparer de nombreux pays différents dans la mesure où divers aspects ou diverses caractéristiques cycliques influent sur une économie. Par exemple, un bouleversement des prix du pétrole en 2015 a eu des répercussions importantes sur notre secteur pétrolier, ce qui n'a pas été le cas ailleurs dans le monde. Nous devons commencer à réfléchir à ce à quoi les autres pays sont confrontés.

Comme nous l'avons indiqué, le problème de la productivité des entreprises au Canada est urgent et nous devons donc nous y attaquer.

Le président: Merci beaucoup, madame Dancho.

Monsieur Bardeesy, la parole est à vous pour six minutes.

Karim Bardeesy: Merci, monsieur le président.

Je commencerai par M. Santor et je lui poserai une question sur les investissements des entreprises. Je crois que l'un des objectifs de la politique de taux d'intérêt est d'influer sur les choix qui sont ensuite faits en matière d'investissement.

Pouvez-vous nous expliquer comment la banque évalue la manière dont les entreprises investissent à la suite des décisions qu'elle prend au sujet des taux d'intérêt?

Eric Santor: Dans la mesure où les investissements des entreprises sont pris en compte dans les comptes nationaux et qu'ils alimentent notre évaluation de la situation économique et de son évolution dans nos prévisions, nous les suivons de très près. Nous surveillons également de près les effets de la politique monétaire sur

l'économie, avec le mécanisme de transmission, les répercussions sur la demande et le coût du capital.

Toutefois, quant à la façon dont cela fonctionne précisément, ce n'est pas l'objet de la présente discussion. Il s'agit de la conduite de la politique monétaire, qui est la responsabilité du conseil de direction de la banque, et c'est à lui que vous devriez poser ces questions.

Karim Bardeesy: Je voudrais revenir sur une ou deux questions que Mme Dancho a posées au sujet des données relatives à l'écart de productivité. Avec le groupe de témoins précédent, nous avons pu nous pencher sur l'adoption de technologies, l'une des variables qui peuvent avoir une incidence sur la productivité. Avez-vous quelque chose à dire sur cette variable et son incidence sur la productivité au Canada?

• (1235)

Eric Santor: Tout à fait. En fait, l'adoption de technologies joue un rôle central dans la croissance de la productivité. Dans le contexte actuel, il est très important de prendre en considération l'adoption non seulement de l'IA, mais aussi de la numérisation et de l'automatisation. Alors, créons-nous les conditions nécessaires pour que les entreprises prennent ces risques, investissent et innovent en adoptant de nouvelles technologies? Encore une fois, cela nous ramène à des questions plus vastes sur la réglementation, la concurrence, etc.

[Français]

Karim Bardeesy: J'ai quelques questions à poser à M. Soucisse et à Mme Déziel.

Vous avez parlé du rôle des PME dans la croissance économique du pays, mais, dans cette séance comme dans d'autres, on a parlé du manque de grandes entreprises comme de l'un des problèmes de la faible croissance économique du Canada.

Pourriez-vous suggérer certaines politiques qui pourraient à la fois aider les PME et favoriser la création de grandes entreprises?

Ludovic Soucisse: Je remercie le député de sa question.

L'innovation génère de la productivité, des gains en productivité et de la croissance. Parmi les défis en matière d'innovation, il y a le temps de mise en œuvre d'une collaboration, d'un projet de recherche et développement ou d'un projet d'innovation. Il est important d'être en mesure de créer des mécanismes ou des initiatives qui vont créer... Peu de PME ont des centres de recherche et développement, contrairement à beaucoup de grandes entreprises. Celles-ci sont bien structurées en matière de recherche, de développement et d'innovation. Les PME, surtout celles de moins de 50 employés, le sont évidemment moins. Si on veut aller vers elles, il faut aller là où il y a des forces dans la société économique et civile pour les accompagner. Les centres collégiaux de transfert de technologies, soit les CCTT, font partie de ces organisations qui travaillent très bien de pair avec les PME dans de courts programmes, de courts contrats de deux, trois, quatre ou six mois, et qui transfèrent la propriété intellectuelle. Cela dit, dans une collaboration à plus large échelle, le partage de la propriété intellectuelle et la durée d'une innovation feront partie des défis à relever.

Ainsi, si on réalise qu'une crise s'annonce et qu'on devra augmenter la productivité au cours des deux ou trois prochaines années, on doit investir dans les forces de notre écosystème et la collaboration plus technique ou appliquée. C'est une force, tant pour les petites que pour les grandes entreprises.

Karim Bardeesy: Avez-vous des programmes à conseiller au Canada? Le gouvernement du Canada utilise le programme Mitacs, par exemple, qui aide à attirer les innovations découlant de la recherche dans les entreprises. Pouvez-vous nous conseiller d'autres programmes?

Ludovic Soucisse: Le programme Mitacs est aussi basé sur les talents.

Je peux laisser ma collègue, Nancy Déziel, directrice générale du Centre national en électrochimie et en technologies environnementales, ou CNETE, vous parler des programmes.

Nancy Déziel (présidente du conseil d'administration, Réseau des CCTT): En fait, les programmes utilisés sont principalement ceux des visites interactives du Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada, ou PARI-CNRC. Les petites et moyennes entreprises, ou PME, d'environ 100 personnes et plus aiment beaucoup ces programmes. De plus, les programmes de recherche et développement appliqués du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, ou CRSNG, sont très utilisés par les PME, avec les Collèges Canada. Ces programmes permettent d'optimiser ce qui est développé par nos universités, de le rendre industrialisable, de valider la technologie, de faire la mise à l'échelle, de faire le transfert à l'entreprise, d'aider à l'implantation en usine, de démarrer le nouveau procédé ou la production du nouveau produit et de former les employés pour les accompagner vers l'implantation de cette innovation.

Il y a donc beaucoup d'étapes entre ce qui sort des universités et ce que les entreprises peuvent mettre en œuvre. Les centres collégiaux de transfert de technologies et de pratiques sociales, ou CCTT, ainsi que les Collèges Canada sont là pour le faire.

Karim Bardeesy: D'accord.

Existe-t-il des politiques visant à attirer encore plus la propriété intellectuelle dans les universités, en particulier?

Nancy Déziel: En fait, les PME hésitent à utiliser le brevet. Il faut savoir que, cette année, les CCTT ont déclaré 240 inventions, ce qui est l'équivalent de ce que déclarent des très grandes universités, et ils les ont vendues au marché. Cependant, la plupart des PME se sentent incapables de défendre leur brevet lorsqu'il est copié, au pays ou à l'étranger. Elles nous demandent donc de travailler sous le sceau du secret industriel. Il y a donc une portion d'innovation sous-estimée dans les chiffres qui se rendent jusqu'à vous.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Bardeesy.

Monsieur Ste-Marie, la parole est à vous pour six minutes.

• (1240)

Gabriel Ste-Marie: Merci, monsieur le président.

Je salue et remercie tous les témoins.

Mes questions s'adressent aux représentants du Réseau des Centres collégiaux de transfert de technologie, ou CCTT.

Madame Déziel et monsieur Soucisse, bonjour. Je vous remercie de votre participation.

En écoutant votre présentation, on comprend à quel point les CCTT contribuent à la hausse de la productivité des PME. Ces derniers pourraient-ils en faire plus? Bref, quelle est la capacité potentielle de ces centres?

Merci.

Ludovic Soucisse: Les CCTT pourraient en faire nettement plus. Je vous dirais que, en raison de décisions récemment prises par divers autres gouvernements et du marché actuel qui connaît une petite contraction, on pourrait presque doubler en 12 mois la capacité d'action des CCTT — surtout compte tenu de la maturité de leur écosystème — grâce aux bons programmes et à des investissements ciblés dans des programmes de collaboration. Nos centres n'attendent qu'à être appelés à en faire davantage auprès des PME et des secteurs stratégiques de l'économie.

Toutefois, il faut être conscient que cette capacité ne dépend pas que de leur volonté. Il faut aussi prendre en compte la réalité du marché. Un des leviers du gouvernement consiste à créer des programmes ou des initiatives ponctuelles pouvant stimuler cette collaboration entre les PME.

Le président: Messieurs Ste-Marie et Soucisse, je m'excuse et vous prie d'attendre un moment. Un député dit ne pas entendre l'interprétation. Nous allons trouver une solution.

Monsieur Guglielmin, je fais un petit test pour voir si ça fonctionne. Oui? D'accord.

Pardon, monsieur Soucisse, vous pouvez continuer.

Ludovic Soucisse: Merci beaucoup.

Je disais que ce n'est pas seulement aux CCTT d'attendre que quelque chose de miraculeux se présente. Les centres sont tout à fait prêts à en faire davantage et doivent composer avec le contexte actuel, qui est difficile sur le plan fiscal et budgétaire, pour leur part, ainsi que sur le plan économique, alors que les entreprises hésitent à faire des investissements.

Alors, pour accélérer l'investissement des entreprises, cela prend des programmes ciblés. Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada, ou CRSNG, avait un programme qui visait précisément la collaboration entre les entreprises et les collèges du Canada, dont les centres collégiaux de transfert de technologie, au Québec, mais l'enveloppe de 108 millions de dollars sur trois ans qui y était destinée n'a pas été renouvelée dans le dernier budget fédéral. Cet élément devrait être remis sur la table, non seulement pour assurer la pérennité des centres et de leurs infrastructures, mais aussi pour améliorer la capacité de collaboration des organisations et des entreprises.

Par ailleurs, il y a également tout ce qui a trait à la défense. Il y a une énorme stratégie industrielle en matière de défense qui est en train d'être mise en œuvre par le gouvernement fédéral et qui va se répliquer dans les provinces. C'est important de faire de la place pour les centres de recherche appliquée pour favoriser la conformité des entreprises et pour travailler sur des produits ou des services qui auront une valeur ajoutée dans la chaîne d'approvisionnement globale de ce secteur industriel.

Lorsque des industries sont frappées de plein de fouet par des droits de douane ou des situations macroéconomiques, il faut les accompagner en créant des initiatives qui les aideront à être plus innovantes. Les CCTT sont là pour accompagner les entreprises qui ont besoin de se transformer ou de créer de nouveaux produits et de nouveaux services. Il y a toutes sortes de manières d'y arriver. C'est une danse entre les deux ordres de gouvernement qui financeront également les centres et les initiatives, mais nous pouvons certainement en faire davantage.

Gabriel Ste-Marie: D'accord, merci.

Vous jouez donc un rôle de locomotive pour l'innovation et la recherche, et vous avez le potentiel de doubler vos activités, mais vous nous apprenez que l'enveloppe de 108 millions de dollars qui vous était destinée a été supprimée dans le dernier budget.

À votre avis, le gouvernement fédéral reconnaît-il le rôle des CCTT à sa juste valeur?

Ludovic Soucisse: Je pense que l'accent a été mis sur différentes choses, dans le dernier budget. Le Réseau des Centres collégiaux de transfert de technologie et, surtout, les petites et moyennes entreprises, seraient très heureux que cette enveloppe de 108 millions de dollars soit reconduite. Il n'y a aucun doute à ce sujet.

L'important, c'est de mettre en place des politiques pertinentes selon le contexte. Le programme du CRSNG qui bénéficiait d'un financement de 108 millions de dollars sur trois ans était une réponse au contexte pandémique. À notre avis, il est encore pertinent, étant donné le contexte de restructuration et de crise en lien avec notre plus important partenaire commercial. Nous serions donc très heureux que ce programme soit reconduit.

C'est certain qu'il faut faire de la place pour la recherche appliquée et les collèges, qui sont les collaborateurs les plus importants des PME. Celles-ci collaborent davantage avec les collèges du Canada, dont les CCTT, qu'avec les universités, parce que la collaboration est plus facile et plus rapide. De plus, le modèle de collaboration en matière de propriété intellectuelle est plus adapté à leur réalité. Bref, plus il y a de programmes adaptés à cette réalité, mieux c'est pour tout le monde.

• (1245)

Gabriel Ste-Marie: Merci beaucoup.

Vous avez parlé des possibilités liées à la stratégie industrielle de défense pour les CCTT, mais il y a aussi l'intelligence artificielle. Pouvez-vous, en 30 secondes, nous rappeler l'importance des CCTT pour ces secteurs?

Ludovic Soucisse: Oui. Je connais bien le secteur de l'intelligence artificielle, ayant travaillé cinq ans chez Mila. C'est certain que c'est basé sur le talent. Il faut améliorer la capacité des PME à intégrer l'intelligence artificielle dans leurs activités. Un des défis auxquels toutes les entreprises et tous les secteurs d'activité seront confrontés, surtout les PME, ce sera la mise à l'échelle et la mise à niveau des compétences de leurs employés en ce qui concerne les capacités de l'intelligence artificielle. Pour bien les comprendre, il faut se former.

Les CCTT ont certainement la capacité de travailler avec les entreprises du Québec et les collèges, pour ce qui est des entreprises du Canada, pour former les PME et les aider à comprendre de quelles façons l'intelligence artificielle peut les soutenir dans le cadre de leurs processus et de leurs procédés. L'intelligence artificielle devient donc une des clés de voûte pour la productivité de demain. Ceux qui ne sont pas encore en train de travailler là-dessus sont déjà en retard. On ne voit pas d'efforts particuliers à cet égard dans les stratégies qui ont été déposées, mais il y a un potentiel.

Gabriel Ste-Marie: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Ste-Marie.

[Traduction]

Chers collègues, avant de céder la parole à M. Guglielmin pour son intervention de cinq minutes, je signale que nous avons pris un peu de retard. À ce stade-ci, à titre d'information pour chaque parti,

nous couperons les deux dernières interventions. Je surveillerai l'heure, mais je vous demande à tous de faire de votre mieux pour respecter le temps imparti.

Monsieur Guglielmin, vous disposez de cinq minutes.

Michael Guglielmin: Merci, monsieur le président.

Monsieur Dias, vous avez déclaré que le Canada était confronté à un problème urgent de productivité insuffisante, à un endettement élevé et à une fuite des capitaux. Vous avez également dit que l'emprunte économique du gouvernement était à son plus haut niveau depuis 30 ans, au moment où nous faisons face à un problème urgent sur le plan de la productivité. Vous avez affirmé que, par conséquent, il était peut-être temps de changer de philosophie. Plus tôt ce mois-ci, la société McKinsey en est arrivée à des conclusions similaires et a dit que la dette brute du gouvernement avait atteint environ 107 % du PIB et que les frais de la dette figuraient désormais parmi les cinq principaux postes de dépenses publiques.

Monsieur Dias, pensez-vous que le Canada a un problème d'endettement?

Richard Dias: C'est une question très difficile.

Le Canada est l'un des pays les plus riches au monde, et il devrait l'être. Nous disposons d'énormes réserves de pétrole. Nous avons beaucoup de ressources naturelles. Je pense que nous en avons gaspillé une grande partie. À la question de savoir si nous avons un problème d'endettement, je répondrais que nous avons plutôt un problème de paiement des intérêts. Cela représente une part de plus en plus importante de nos revenus. Je pense que nous avons surtout un problème de dépenses. Je ne suis pas sûr que nous ayons nécessairement un problème d'endettement, si l'on peut dire.

Cette question comporte certaines nuances, comme le dirait n'importe quel économiste, je pense.

Michael Guglielmin: Oui, c'est utile.

Le gouvernement fédéral a publié son budget récemment, qui prévoit un déficit de 78 milliards de dollars. Pensez-vous que le déficit restera à 78 milliards, ou sera-t-il probablement plus élevé?

Richard Dias: Non, monsieur. Le déficit prévu est basé sur des prévisions de croissance relativement optimistes, bien que normales. Le problème est que les paiements d'intérêts et surtout les revenus qui servent à financer ces paiements exprimés sous forme de pourcentage du PIB ou de dette sont basés sur ces prévisions optimistes. Si quelque chose ne se passe pas comme prévu, les revenus ne seront pas aussi élevés que l'indique le budget. Ainsi, la dette et, par conséquent, les paiements d'intérêts augmenteront forcément assez vite.

Michael Guglielmin: Quelles seraient les conséquences si le gouvernement libéral dépassait sa cible budgétaire de réduction du ratio de la dette au PIB?

Richard Dias: Je pense que, de manière générale, cela signifierait, à la marge — encore une fois, c'est là où nous nous situons en tant qu'économistes et je pense que c'est ce sur quoi nous devrions nous concentrer —, essentiellement une hausse des taux d'intérêt et de l'inflation. Cela ne veut pas dire qu'il ne puisse pas se produire d'autres choses exactement au même moment qui feront baisser l'inflation. Par exemple, si la demande globale diminue en raison d'une récession, on pourrait se retrouver dans une situation où les déficits augmentent considérablement et où l'inflation est plus faible.

La question n'est pas nécessairement de savoir combien le gouvernement fédéral perçoit en revenus. Nous savons que, en pourcentage du PIB, ils ont atteint leur plus haut niveau en 25 ans, soit environ 15 %. La question est de savoir où cet argent est affecté. Je dirais que, comme on l'admet dans le budget actuel, une augmentation de 8,1 % des dépenses de programmes n'a pas nécessairement été aussi efficace qu'elle aurait pu l'être, à mon avis, comme le montre la croissance nulle de la productivité au cours des 10 dernières années.

• (1250)

Michael Guglielmin: Vous avez également souligné que l'on trompe les jeunes Canadiens au sujet de l'économie et que, même si les droits de douane américains disparaissaient demain, nous resterions confrontés à des problèmes structurels, tels que la faible productivité, l'endettement élevé et le fait qu'une forte proportion de nos obligations sont détenues par des étrangers. Comme nous l'avons entendu ici, la Banque du Canada établit désormais un lien direct entre la crise de l'abordabilité au Canada et la croissance de la productivité.

Pouvez-vous expliquer ce que vous voulez dire lorsque vous affirmez que l'on trompe les Canadiens au sujet de l'économie? Selon vous, quels sont les véritables facteurs à l'origine de la stagnation de notre productivité et de la fuite des capitaux?

Richard Dias: Je pense que deux choses peuvent être vraies en même temps. Nous avons parfois du mal à avoir deux opinions qui peuvent sembler contradictoires, mais qui sont en fait complémentaires.

Le protectionnisme de Donald Trump est totalement injustifié et je tiens à le dire très clairement. Cependant, pratiquement tous les problèmes auxquels le Canada est confronté sont des problèmes structurels qui sont enracinés depuis des années. Ce qui importe vraiment, c'est que nous devons nous concentrer sur la situation globale. Donald Trump ne sera pas président éternellement. Les relations commerciales reviendront à la normale. Cependant, les éléments dont nous avons discuté dans le cadre de cette réunion et d'autres réunions ne disparaîtront pas nécessairement, comme le déficit, l'abordabilité du logement, le problème urgent lié à la productivité et le manque chronique d'investissements des entreprises, ce qui, à mon avis, est fondamentalement le véritable enjeu qui sous-tend toutes ces discussions sur la productivité.

Tout cela était vrai lorsque Carolyn Rogers, première sous-gouverneure de la Banque du Canada, a rédigé ce qui est, selon moi, probablement le discours le plus important de l'histoire économique du pays concernant le fait qu'il y a urgence d'agir sur le plan de la productivité. M. Vincent a essentiellement repris toutes les recommandations qu'elle a faites sur la manière dont nous pouvons remédier à la situation.

Quant à l'attention portée à Donald Trump, il s'agit peut-être d'une victoire à la Pyrrhus de sa part, car si nous parvenons à nous mettre d'accord sur la manière de résoudre ces problèmes, lorsqu'il partira, le Canada pourra se repositionner, du moins sur le plan philosophique, pour faire ce qu'il faut.

Le président: Merci beaucoup, monsieur Guglielmin.

Monsieur Bains, la parole est à vous pour cinq minutes.

Parm Bains (Richmond-Est—Steveston, Lib.): Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de leur présence.

Je vais commencer par M. Santor.

Nous avons reçu un autre groupe de témoins plus tôt. Ils ont souligné qu'il est difficile de faire des affaires à l'étranger. Les transactions entre pairs posent des défis et on parle de l'introduction d'une cryptomonnaie stable. J'aimerais connaître votre avis à ce sujet. Si l'on regarde les transactions entre pairs, les paiements transfrontaliers et les transferts de fonds et si l'on constate un fort engouement dans les marchés émergents comme l'Amérique latine et l'Afrique, où les infrastructures financières sont limitées, pensez-vous que la rapidité des transactions en cryptomonnaies stables et leur adoption dans les marchés émergents peuvent être utiles aux entreprises canadiennes qui cherchent à croître et à améliorer leur productivité?

Eric Santor: Oui. Dans son récent discours sur la productivité, Carolyn Rogers a souligné le besoin d'innover. L'innovation est notamment très importante dans le secteur financier, car ce secteur influe sur l'ensemble de l'économie. Si la productivité et l'efficacité du secteur financier augmentent, c'est toute l'économie qui en bénéficiera.

La cryptomonnaie stable constitue une innovation très intéressante. Les gens se demandent encore comment elle va fonctionner, à quoi cela va ressembler concrètement et comment elle pourra être utilisée. Elle a certainement le potentiel de devenir un exemple d'innovation pouvant contribuer à améliorer l'efficacité au sein du secteur financier, ce qui pourrait ensuite se répercuter sur le reste de l'économie.

Cependant, nous devons être très attentifs à la manière dont ce sera réglementé et nous assurer que c'est adapté à l'objectif visé et à l'usage prévu. Il s'agit d'un dossier qui évolue très rapidement à l'échelle mondiale. On réfléchit à la manière dont les cryptomonnaies stables peuvent être intégrées au système financier.

Ce n'est qu'un exemple, mais il y en a d'autres qui montrent en quoi l'innovation dans le secteur financier peut profiter à l'économie en général. C'est quelque chose qu'elle a mentionné de manière assez explicite, compte tenu de ce réseau et de son importance dans le cadre de ce que nous faisons.

Parm Bains: Dans cette optique, nous savons — et il y a eu de nombreuses discussions à ce sujet, bien sûr, et pas seulement aujourd'hui — que nous vivons probablement un moment important dans l'histoire du monde et du commerce international, étant donné les politiques perturbatrices de nos voisins et les tentatives d'amoralisation. Nous savons que notre premier ministre a récemment connu un certain succès au G20 en essayant d'assurer la diversification de nos marchés.

Compte tenu des nombreuses perturbations qui touchent le transport à l'échelle mondiale et de tout ce que nous observons dans un contexte politique plus dangereux, comment le Canada peut-il, selon vous, se positionner pour attirer des investissements à forte valeur ajoutée et à fort potentiel et continuer à œuvrer pour devenir un chef de file mondial dans ces nouveaux domaines stratégiques?

• (1255)

Eric Santor: Le commerce mondial traverse actuellement une période de profonde reconfiguration. Parallèlement, la révolution de l'intelligence artificielle provoque également un choc structurel important. Je pense que les éléments qui tendent à améliorer la productivité ici au Canada sont les éléments qui concernent vos préoccupations.

Il nous faut disposer du cadre réglementaire qui convient et de conditions qui offrent une certitude réglementaire et un niveau de réglementation adéquat tout en favorisant une concurrence saine au sein de l'économie, comme je l'ai mentionné précédemment. Si c'est le cas, nous aurons l'écosystème dans lequel les entreprises canadiennes pourront prendre la décision d'innover et d'investir et être résilientes dans un monde qui, comme on dit en économie, sera secoué par de nombreux chocs au cours des années et des décennies à venir.

Pour nous positionner de manière à être aussi résilients, nous devons prendre les mesures qui amélioreront notre productivité.

Parm Bains: Y a-t-il des secteurs au Canada qui innoveront dans le domaine de l'industrialisation avec les ressources naturelles, les services financiers et d'autres technologies? Je sais que nous avons parlé de l'IA et de l'informatique quantique. Des investissements importants ont été effectués dans ma province, la Colombie-Britannique. L'Université de la Colombie-Britannique est considérée comme une référence en matière d'IA.

Quelles sont, selon vous, les mesures ou les industries à fort potentiel qui pourraient nous permettre d'améliorer notre productivité?

Eric Santor: Comme cela a été souligné dans le discours, améliorer la productivité dans les industries axées sur les réseaux, tels que les communications, la finance et les transports... Ce sont des secteurs à forte incidence, car leurs gains de productivité se répercutent également sur le reste de l'économie.

De manière plus générale, l'IA est un parfait exemple de technologie polyvalente qui peut être utilisée presque partout dans l'économie pour améliorer les choses. La question est de savoir si nous disposons de la bonne combinaison d'éléments nécessaires pour y parvenir. Je pense que nous devons souligner qu'il ne s'agit pas seulement du contexte réglementaire et de la concurrence. Il s'agit également de savoir si notre main-d'œuvre a les compétences qu'il faut pour que nous puissions en tirer parti. Nous devons nous assurer que nous disposons des compétences requises pour tirer parti de ces technologies.

[Français]

Le président: Monsieur Ste-Marie, vous avez la parole pour 60 secondes.

Gabriel Ste-Marie: Ma question s'adresse encore une fois à Mme Déziel ou à M. Soucisse.

Le financement par projet pour la recherche appliquée est-il un enjeu pour vous?

Nancy Déziel: Les entreprises n'ont pas beaucoup d'argent pour réaliser des projets d'innovation. Elles ont souvent des idées et souhaitent tout d'abord amorcer une idéation, puis aller un peu plus loin dans une planification stratégique. Alors, effectivement, le financement de projets est crucial pour leur permettre d'entamer ce cycle.

Cependant, pour la pérennité des centres, cela prend toujours beaucoup de préparation et de reddition de comptes. Ce que nous souhaiterions, comme centre, c'est qu'une somme nous soit confiée afin de travailler avec nos entreprises. Nous pourrions en faire une bonne reddition de comptes, bien entendu, pour assurer une utilisation efficiente des deniers publics. Cela nous permettrait de planifier nos interventions auprès des entreprises.

Il faut savoir que les centres vont travailler avec environ 6 000 entreprises. Souvent, chaque centre va travailler avec une centaine d'entreprises chaque année. Ils doivent soumettre une demande pour chaque projet, ce qui représente une grande charge de travail, alors que ces efforts pourraient être consacrés à des activités plus concrètes.

Gabriel Ste-Marie: Merci beaucoup.

Le président: Merci, monsieur Ste-Marie.

Je remercie les témoins d'aujourd'hui, qui nous ont beaucoup éclairés.

[Traduction]

Chers collègues, nous nous réunirons à nouveau mercredi.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>